

Activité bioalimentaire au Québec

BILAN 2005



Activité bioalimentaire au Québec

BILAN 2005



Crédits

La présente publication a été réalisée par la Direction générale des affaires économiques, scientifiques et technologiques du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Coordination

Mario Beaulieu, économiste
Sami Ben Salha, économiste
Mario Ringuette, économiste
Direction des études économiques et d'appui aux filières

Recherche et rédaction

Mario Beaulieu
Sami Ben Salha
Guillaume Couture
Richard Drolet
Félicien Hitayezu
Michel Marquis
Berchmans Ntibashoboye
Mario Ringuette
Josée Robitaille
Pierre Roy

Conception graphique et mise en page

Marianne Legendre

Révision linguistique

Direction des communications

Conception de la page couverture

Direction des communications

© Gouvernement du Québec, 2006

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2006
ISBN 2-551-22851-4

Avant-propos

Le bilan 2005 de *L'activité bioalimentaire au Québec*, présente une vue d'ensemble de la conjoncture économique du secteur bioalimentaire au Québec de l'année 2005.

Par rapport aux éditions antérieures, ce document se distingue à plusieurs égards en présentant une analyse plus approfondie de la dynamique industrielle du secteur bioalimentaire afin de mieux comprendre son évolution au cours de la dernière année. L'analyse de cette dynamique est inspirée de l'approche de chaîne de valeur, où tous les maillons, c'est-à-dire le secteur tertiaire, le secteur de la transformation alimentaire et le secteur de la production, évoluent dans un système économique dont le but est de satisfaire la demande alimentaire. C'est pourquoi on présente les flux économiques de l'industrie bioalimentaire de même que les structures de marché et les structures industrielles avant de dévoiler les résultats de l'année 2005. De plus, cette nouvelle édition se différencie par son évaluation de la performance économique de l'industrie.

Le premier chapitre dresse un portrait sommaire de l'activité économique mondiale et présente les principaux événements politico-économiques dans le monde pouvant influencer sur l'industrie. Le deuxième chapitre présente les flux économiques de l'industrie bioalimentaire en intégrant les transactions entre ses trois maillons et le commerce interprovincial et international. Cette partie permet de dégager quelques constats qui caractérisent notre industrie. Dans le troisième chapitre, la question de la demande sur les marchés québécois, canadien et extérieur est abordée. C'est dans le quatrième chapitre que l'on traite de façon plus détaillée de l'offre, avec ses caractéristiques structurelles, et de l'évolution des ventes de chacun des maillons. Enfin, le dernier chapitre est consacré à la performance de l'industrie sous plusieurs aspects, soit au regard des retombées économiques (investissements, production réelle [PIB], emplois), soit au regard des performances économiques (évolution de la productivité du travail, de la rentabilité, etc.).

Avis au lecteur

Les données figurant dans le bilan 2005 de *L'activité bioalimentaire au Québec* proviennent en grande partie de Statistique Canada, d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et de l'Institut de la Statistique du Québec. Concernant l'année 2005, les estimations sont basées sur des données disponibles pour les 9, 10 ou 11 mois selon le cas.

Lors de comparaisons avec le Québec, certains résultats présentés dans les schémas, les tableaux et les graphiques font référence **au reste du Canada**. Or, dans le présent bilan, le reste du Canada inclut l'Ontario. Il doit être considéré comme une structure monolithique, c'est-à-dire en un seul bloc économique, bien qu'il renferme des provinces dont les structures industrielles sont sensiblement différentes. L'interprétation des résultats doit donc être faite **avec prudence**, puisque certaines réalités économiques peuvent être masquées, comme l'importance du commerce interprovincial à l'intérieur du reste du Canada.

De plus, sauf indications contraires, les exportations totales du Québec font autant référence aux exportations internationales (vers les pays étrangers) qu'aux exportations interprovinciales (vers les autres provinces canadiennes). De même, les importations totales du Québec font référence aux importations internationales et aux importations interprovinciales.

Soulignons enfin que le bilan 2005 de *L'activité bioalimentaire au Québec* ne reflète aucunement la position du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), mais plutôt l'analyse des auteurs.

Les faits saillants

En 2005, l'économie mondiale affiche une bonne croissance malgré la flambée des prix du pétrole. Au Québec, la croissance du PIB réel est estimée à 2,3 %, comparativement à 3,0 % au Canada. La hausse du dollar canadien par rapport à la devise américaine a vraisemblablement eu un impact sur l'activité, en raison des effets sur les exportations internationales.

Concernant l'industrie bioalimentaire, l'année 2005 se caractérise par une très bonne performance du secteur tertiaire québécois, soit le commerce de détail en alimentation et la restauration. Ce secteur, qui a été la locomotive de l'industrie bioalimentaire, a connu une croissance de son PIB réel de 4,5 %, une augmentation de l'emploi de 4 % et une croissance des investissements de 15 %.

Dans le secteur de la transformation, les livraisons manufacturières ont diminué de 1,6 %. Cette diminution peut s'expliquer en partie par la baisse de prix dans les secteurs de la fabrication d'aliments pour animaux (9 %) et de la fabrication de produits de viande (6 %).

En 2005, les recettes agricoles de marché ont légèrement diminué (0,4 %). La baisse des prix du maïs (22 %), du soya (21 %), du porc (10 %), de la volaille (1 %) et des œufs (10 %) a probablement eu un impact plus grand que la hausse de 7 % du secteur laitier et de celle de 16 % du secteur des bovins.

Les exportations internationales sont demeurées relativement stables en 2005. Bien que les exportations à destination des États-Unis aient diminué de 200 M\$, celles à destination des pays en émergence ont largement augmenté (46 %) pour atteindre 112 M\$, une performance nettement supérieure à celle de l'Ontario.

Concernant la performance de l'industrie bioalimentaire, le Québec montre de bons résultats au chapitre de l'évolution du PIB en 2005, grâce à une croissance de 2,9 % comparativement à 1,1 % dans le reste du Canada. Également, depuis plusieurs années, le complexe production-transformation québécois affiche une croissance de la productivité du travail (2,5 %) supérieure à celle de l'Ontario (1,1 %).

Table des matières

CHAPITRE 1	COUP D'ŒIL SUR LE MONDE	8
	Les grands événements politico-économiques en 2005	9
	La situation économique mondiale et l'industrie agroalimentaire en 2005	10
CHAPITRE 2	PRÉSENTATION DU SECTEUR BIOALIMENTAIRE	12
	Le complexe production-transformation	13
	Les liens entre la production et la transformation	13
	La valorisation de la production agricole par la transformation	14
	L'importance des exportations totales	14
	L'importance du commerce interprovincial	15
	Les sources d'approvisionnements des marchés	15
	Les fournisseurs des marchés finaux	15
	Les dépenses non alimentaires	15
CHAPITRE 3	LE MARCHÉ BIOALIMENTAIRE	16
	Le marché québécois et canadien	17
	La demande alimentaire intérieure	17
	Les prix des aliments	17
	Les marchés internationaux	18
	Les exportations internationales de produits bioalimentaires	18
	Les principales destinations des exportations internationales	19
	Les marchés émergents	19
CHAPITRE 4	L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE	20
	Le complexe industriel production-transformation	21
	La production agricole	21
	La transformation alimentaire	22
	La chaîne de valeur	24
	La distribution	24
	La transformation	26
	Le secteur agricole	27
CHAPITRE 5	PERFORMANCE DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE	30
	Retombées économiques de l'industrie	31
	Les investissements	31
	Le produit intérieur brut (PIB)	32
	L'emploi	33
	Indicateurs d'efficacité économique de l'industrie	34
	Efficacité dans l'utilisation des intrants agricoles et alimentaires	34
	La productivité du travail	34
	Les ventes par dollar investi	36
	La rentabilité du secteur	36
CHAPITRE 6	CONCLUSION	38
	L'essentiel à retenir pour 2005	39
	Le positionnement de l'industrie	39
	ANNEXE	40

01

Coup d'œil sur le monde

1.1 LES GRANDS ÉVÉNEMENTS POLITICO-ÉCONOMIQUES EN 2005

Négociations agricoles à l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

Pour l'OMC, la 6^e Conférence ministérielle, tenue à Hong Kong en décembre 2005, est l'événement le plus marquant depuis l'adoption de l'accord-cadre de juillet 2004. Face à des dépassements d'échéance dans tous les secteurs de négociation, les pays membres de l'OMC ont décidé de préserver la ronde de Doha en réduisant leurs attentes relativement à cette rencontre multilatérale. La Conférence de Hong Kong aura tout de même permis aux pays de s'entendre pour éliminer, d'ici la fin de 2013, les subventions à l'exportation des produits agricoles, l'un des trois piliers de l'Accord sur l'agriculture (les deux autres étant le soutien interne et l'accès aux marchés). Ils ont aussi fixé au 30 avril 2006, la date pour convenir des modalités, c'est-à-dire les cibles chiffrées de réduction que contiendra le prochain Accord sur l'agriculture. De plus, les membres de l'OMC ont convenu qu'ils présenteraient, au plus tard le 31 juillet 2006, la manière dont ils mettront individuellement en œuvre ces modalités. La ronde de Doha doit se terminer avant la fin de 2006. La question de l'accès aux marchés des produits agricoles et en particulier le traitement accordé aux produits dits sensibles demeure la pierre d'achoppement des négociations.

Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA)

Le 4^e Sommet des Amériques, qui s'est tenu en Argentine en novembre 2005, n'aura pas permis de raviver la négociation de la ZLEA. Deux grands participants à cette négociation, le Brésil et les États Unis, ont des visions fort différentes de l'intégration économique des Amériques et leurs positions respectives sur la ZLEA sont trop éloignées pour en arriver à un terrain d'entente. La ZLEA est, à toutes fins utiles, morte ou « sur la glace » pour quelques années, le temps pour l'OMC de conclure la ronde de Doha.

Recours en droits compensateurs et antidumping contre les importations de porcs vivants du Canada

C'est en avril 2005 qu'a pris fin le recours commercial en droits compensateurs et antidumping à l'égard des importations de porcs vivants en provenance du Canada. Cette procédure avait été intentée onze mois auparavant par le National Pork Producer Council (NPPC). Le NPPC n'ayant pas réussi à démontrer que les importations de porcs vivants en provenance du Canada causaient un préjudice à l'industrie américaine, les droits antidumping imposés depuis octobre 2004 ont été retirés. Aucun constat de subvention déloyale n'a pu être démontré par le NPPC.

Recours en droits compensateurs contre les importations de maïs des États-Unis

En août 2005, des producteurs de maïs du Canada ont déposé une pétition demandant l'imposition de droits compensateurs et antidumping contre le maïs américain. Au mois de décembre, les autorités canadiennes ont décidé d'appliquer un droit préliminaire d'une valeur équivalente à environ 75 \$ la tonne sur le maïs-grain importé des États-Unis. Cela permet de contrer les effets du dumping et de la subvention déloyale dont bénéficie ce produit. Des décisions finales sur la révision ou le maintien de ce droit sont attendues au printemps 2006.

Embargo commercial sur le bœuf canadien

Le gouvernement américain a réouvert, le 18 juillet 2005, la frontière aux importations de bovins de moins de 30 mois pour abattage après la fermeture complète des frontières qui a suivi la découverte d'un premier cas de vache folle en Alberta, le 23 mai 2003.

1.2 LA SITUATION ÉCONOMIQUE MONDIALE ET L'INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE EN 2005

Une bonne performance de la croissance économique mondiale malgré la flambée des prix du pétrole

En 2005, l'économie mondiale a été caractérisée par la montée fulgurante du prix du pétrole. Le prix de référence Brent est passé de 38,21 \$US le baril en 2004 à 54,38 \$US, soit une croissance de 42 % en 12 mois. Plusieurs raisons expliquent cette hausse. L'accroissement rapide de la demande mondiale des produits pétroliers de la part des pays émergents, dont la Chine, de même que la crise en Irak et les dommages causés aux installations pétrolières américaines par les ouragans qui ont frappé le Golfe du Mexique ont tous influencé les cours.

Malgré cette flambée des coûts de l'énergie, l'économie mondiale est demeurée relativement solide. De ce fait, la croissance de l'économie mondiale a été de 3,1 % par rapport à 2004, une croissance somme toute respectable étant donné les circonstances.

D'ailleurs, en dépit de cette envolée du prix de l'énergie, l'économie de plusieurs pays, et non les moindres, a enregistré une forte progression qui, dans certains cas, a même dépassé celle de 2004. Parmi eux, mentionnons les États-Unis (3,5 %), le Japon (2,1 %), plusieurs pays émergents d'Amérique latine et d'Asie, dont la Chine (9,2 %), l'Inde (7,3 %) et le Brésil (3,4 %). L'Union européenne semble, quant à elle, avoir connu une année plus difficile : son économie a crû de 1,3 % par rapport à 2004.

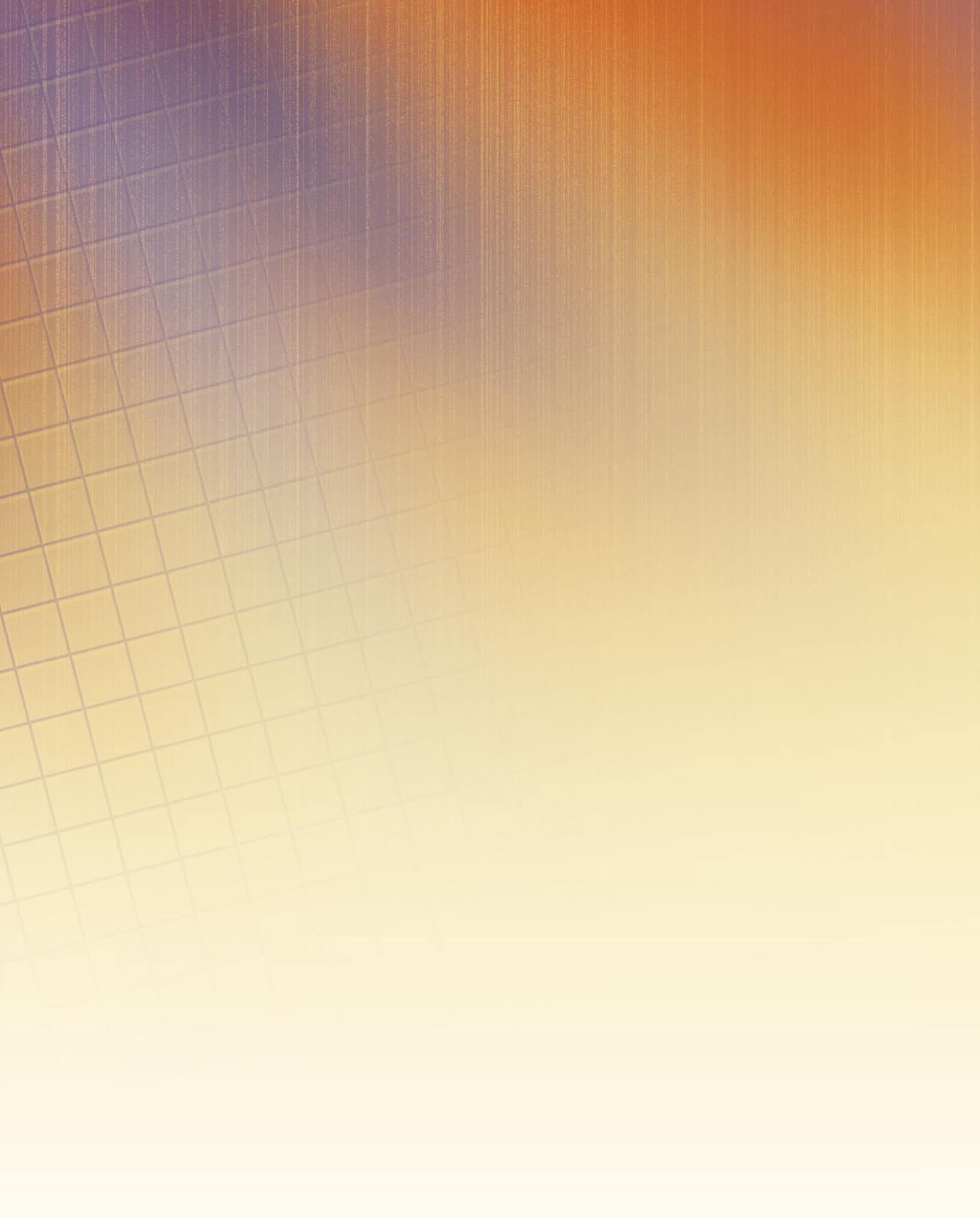
Au Canada, l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine est un fait marquant en 2005. Le taux de change canadien est passé de 0,77 \$US en 2004 à 0,83 \$US en un an. Cette appréciation du taux de change n'est pas étrangère au fait que le Canada soit un exportateur net de pétrole. La montée fulgurante du prix du pétrole de même que le prix d'autres matières premières ont provoqué une forte appréciation du huard par rapport aux principales devises.

L'économie canadienne, qui enregistre une hausse de 3,0 % du PIB réel, a été légèrement moins performante qu'en 2004, affichant une croissance économique de 3,3 %. L'appréciation du dollar canadien a vraisemblablement contribué au ralentissement des exportations et, du coup, a eu un impact négatif sur l'activité économique.

Concernant le Québec, l'appréciation du huard et la cherté de l'énergie ont probablement eu un impact négatif sur l'économie. On note d'ailleurs quelques fermetures d'entreprises, les produits n'étant plus compétitifs sur les marchés d'exportation internationale. La croissance de l'économie québécoise s'est donc établie à 2,3 % en 2005.

La grippe aviaire : pas question de céder à la psychose

L'actualité mondiale dans le secteur agroalimentaire a été, sans contredit, dominée par la grippe aviaire. Tout le monde redoutait une pandémie, compte tenu de la possibilité de contamination de l'homme à l'homme. Évidemment, cela s'est traduit par une mise en place de plusieurs restrictions qui touchent le commerce inter-États des produits de volaille, surtout en Asie et en Europe. Au Canada, sauf quelques cas médiatisés en Colombie-Britannique en 2004, la situation semble sous contrôle et les consommateurs n'ont pas vraiment boudé la viande de volaille. On observait seulement quelques tassements des prix de la viande de volaille dans la distribution.



02

Présentation du secteur bioalimentaire

L'industrie bioalimentaire québécoise, contrairement à celle du reste du Canada, se caractérise par son lien très étroit entre la production et la transformation et par une valorisation moins forte de la transformation. Par ailleurs, l'industrie québécoise évolue dans un environnement économique très ouvert aux marchés extérieurs, tant sur la scène canadienne qu'internationale.

Pour bien analyser les résultats de ce bilan de l'industrie bioalimentaire québécoise et être en mesure de porter un jugement éclairé, il importe en premier lieu de comprendre la dynamique de cette industrie, d'en saisir les caractéristiques et les liens qui unissent chacun des maillons. Cette section présente donc les flux économiques de l'industrie bioalimentaire sous deux aspects, le premier concernant le complexe production-transformation et le second traitant des sources d'approvisionnement des marchés. Les données présentées dans cette section sont le fruit d'une modélisation des flux économiques à travers la chaîne de valeur, basée notamment sur l'utilisation du modèle intersectoriel du Québec. L'évaluation qui est dégagée de cette modélisation doit être interprétée comme une image révélatrice des dynamiques de l'industrie au Québec et dans le reste du Canada.

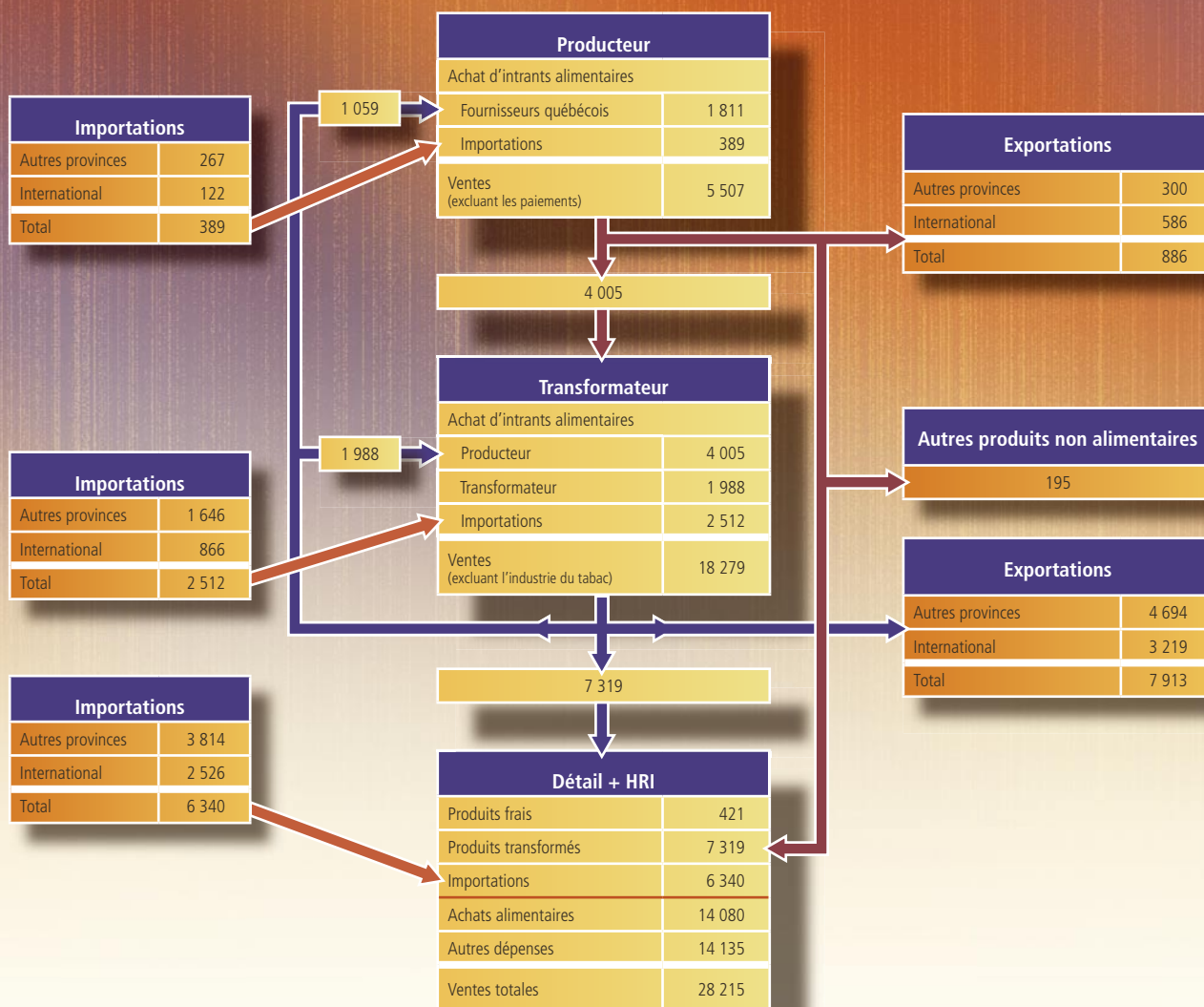
2.1 LE COMPLEXE PRODUCTION-TRANSFORMATION

2.1.1 Les liens entre la production et la transformation

Une interdépendance plus étroite au Québec entre la production et la transformation

Au Québec, la production agricole est très liée à l'industrie québécoise de la transformation. Environ 73 % des recettes proviennent directement de la vente aux transformateurs, tandis que 8 % proviennent des ventes de produits frais au réseau de distribution (voir la figure 1). En d'autres mots, la production agricole est largement transformée au Québec.

FIGURE 1. FLUX ÉCONOMIQUES DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE QUÉBÉCOISE (EN MILLION DE \$ DE 2005)



Dans le reste du Canada, la production agricole est moins liée à la transformation alimentaire. Environ 43 % des recettes en provenance du marché proviennent directement de la vente aux transformateurs, tandis que 5 % proviennent des ventes de produits frais au réseau de distribution (voir la figure 2).

2.1.2 La valorisation de la production agricole par la transformation

Une plus faible valorisation du secteur secondaire au Québec

Une autre caractéristique ressort du circuit économique québécois. Chaque dollar de vente des producteurs aux transformateurs équivaut à 3,80 \$ de vente sur les marchés finaux, dont 1,98 \$ sur les marchés extérieurs et 1,82 \$ au réseau de distribution du Québec. Il faut souligner que dans les marchés extérieurs,

le marché interprovincial est plus valorisé que le marché international (1,17 \$ comparativement à 0,81 \$).

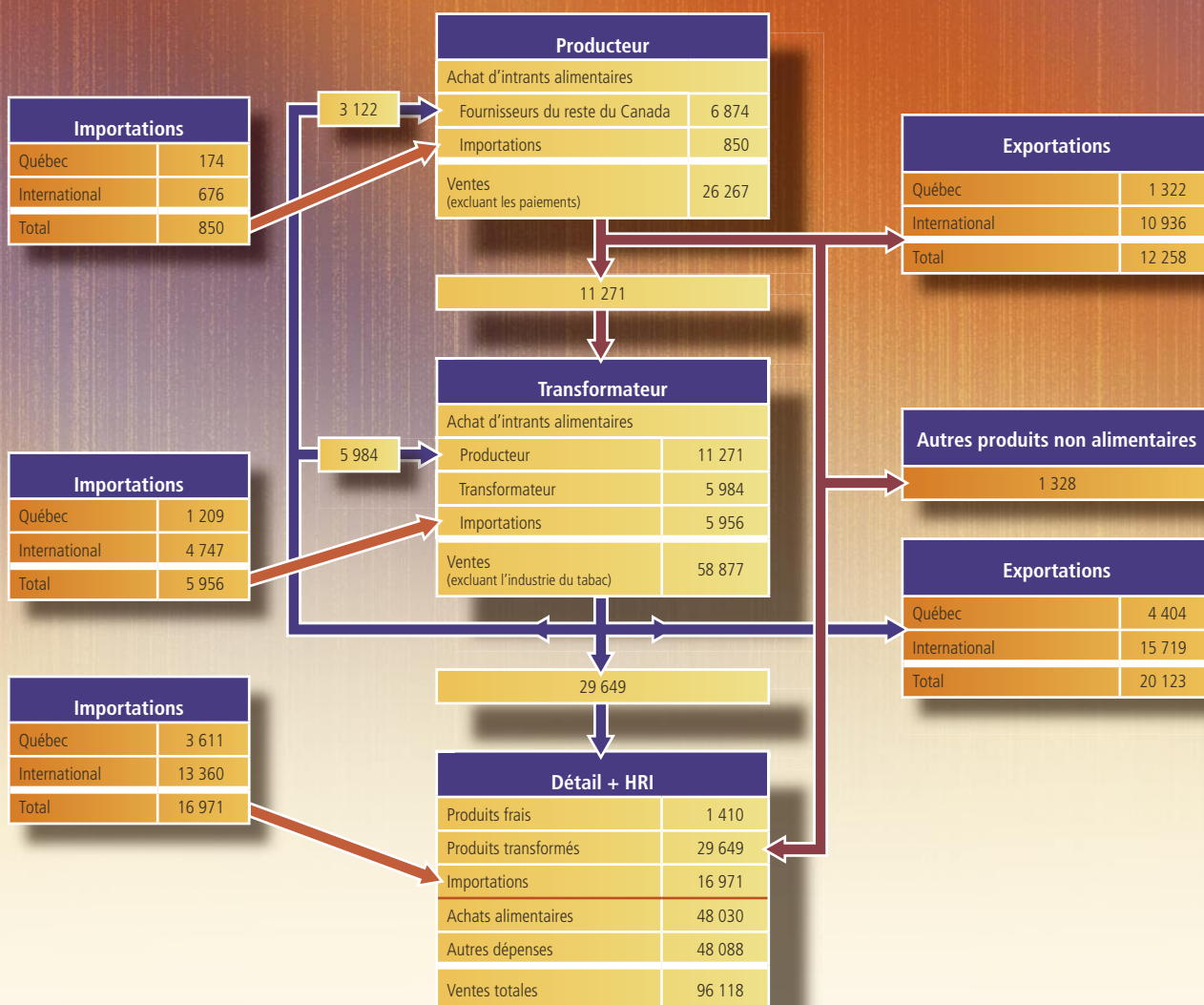
À la différence du circuit québécois, la transformation alimentaire du reste du Canada semble valoriser davantage ses ventes, avec 4,42 \$ sur ses marchés finaux.

2.1.3 L'importance des exportations totales

La production agricole dépend grandement du marché extérieur, soit par ses propres ventes directes, soit par l'entremise de la transformation.

Les figures 1 et 2 montrent également que le marché extérieur (exportations totales) est important pour la production agricole, par ses propres ventes directes, mais aussi par l'intermédiaire de la transformation.

FIGURE 2. FLUX ÉCONOMIQUES DE L'INDUSTRIE BIOALIMENTAIRE DU RESTE DU CANADA (EN MILLION DE \$ DE 2005)



Au Québec, environ 16 % des recettes agricoles de marché sont tirées de produits vendus sur les marchés extérieurs directement par les producteurs, dont 5 % dans le reste du Canada et 11 % sur le marché mondial. Dans le reste du Canada, environ 47 % des recettes agricoles de marché sont tirées de produits vendus sur les marchés extérieurs directement par les producteurs, dont 42 % sur le marché international.

En outre, plus de 43 % des recettes agricoles québécoises provenant des ventes aux transformateurs du Québec sont reliées aux exportations internationales et interprovinciales des transformateurs. Dans le reste du Canada, cette valeur dépasse 34 %.

La transformation alimentaire dépend aussi du marché extérieur.

En ce qui a trait à la transformation québécoise, 43 % des livraisons sont destinées au marché extérieur (26 % vers les autres provinces canadiennes), comparativement à 40 % destinées au marché final québécois. Soulignons que 11 % des livraisons demeurent dans le secteur de la transformation pour vraisemblablement subir une surtransformation, et que 6 % servent d'intrants à la production agricole.

Dans le reste du Canada, 34 % des livraisons sont destinées au marché extérieur comparativement à 50 % destinées au marché final du reste du Canada. Soulignons que 10 % des livraisons demeurent dans le secteur de la transformation pour vraisemblablement subir une surtransformation.

En somme, le complexe production-transformation alimentaire dépend du marché extérieur.

En évitant le double comptage, environ 53 % des ventes finales du complexe production-transformation québécois dépendraient du marché extérieur, dont 30 % seraient reliées au marché interprovincial.

2.1.4 L'importance du commerce interprovincial

Au Québec, le commerce interprovincial est plus important que le commerce international.

Au total, le complexe production-transformation québécois expédie sur le marché interprovincial 5 G\$ de produits alimentaires comparativement à 3,8 G\$ sur le marché international. Il est bon de rappeler que 30 % de la transformation québécoise évolue dans un cadre sous la gestion de l'offre qui, en raison de son fonctionnement, astreint ces secteurs à se concentrer davantage sur le marché canadien.

En ce qui concerne le reste du Canada, 27 G\$ de produits alimentaires sont exportés sur les marchés internationaux et 5,7 G\$, vers le Québec¹.

2.2 LES SOURCES D'APPROVISIONNEMENT DES MARCHÉS

2.2.1 Les fournisseurs des marchés finaux

Les marchés dépendent autant des fournisseurs locaux que des fournisseurs étrangers.

Dans une économie de marché ouverte comme celles du Québec et du Canada, il n'est pas surprenant de constater que plusieurs fournisseurs locaux et étrangers approvisionnent un même marché.

Au Québec, les fournisseurs étrangers qui approvisionnent le marché intérieur final représentent 22,5 % des 28,2 G\$ de la demande intérieure, dont 13,5 % représentent les fournisseurs des autres provinces canadiennes. En ce qui concerne les fournisseurs locaux, 26 % proviennent des transformateurs et 1,5 %, des producteurs agricoles. En termes d'achats alimentaires du réseau de distribution, 55 % des produits proviennent du Québec.

Dans le reste du Canada, les transformateurs québécois fournissent 3,8 % de la demande intérieure et l'importation internationale de produits alimentaires compte pour 14 %. Les transformateurs du reste du Canada alimentent 31 % de la demande intérieure et les producteurs agricoles, 1,5 %. En termes d'achats alimentaires du réseau de distribution, 65 % des produits proviennent du reste du Canada et 8 % proviennent du Québec².

2.2.2 Les dépenses non alimentaires

Les dépenses non alimentaires dans le réseau de distribution sont importantes.

Une autre caractéristique qui ressort des figures 1 et 2, tant au Québec que dans le reste du Canada : 50 % de la valeur des ventes alimentaires des distributeurs et HRI (hôtels, restaurants et institutions) incorpore les sommes versées à l'égard des autres types de dépenses, tels que les salaires, l'énergie, le transport, l'amortissement ainsi que la marge bénéficiaire.

¹ Il est important de rappeler que le reste du Canada est considéré dans ce bilan comme une structure monolithique, c'est-à-dire en un seul bloc économique, masquant le commerce interprovincial entre les provinces du reste du Canada qui, dans les faits, est très présent.

² Les résultats pourraient être différents d'une province à l'autre.

03

Le marché bioalimentaire

En 2005, le marché bioalimentaire québécois se caractérise par une forte croissance réelle de la demande alimentaire, une diminution importante des exportations vers les États-Unis et une hausse des exportations vers les marchés des pays en émergence.

La présente section traite des résultats de l'année à l'égard des marchés. En premier lieu, une analyse de la demande alimentaire intérieure québécoise et canadienne est réalisée en décomposant les facteurs explicatifs de la croissance. Dans un deuxième temps, l'analyse porte sur les marchés internationaux en désignant les produits exportés les plus importants ainsi que les marchés émergents prometteurs.

3.1 LE MARCHÉ QUÉBÉCOIS ET CANADIEN

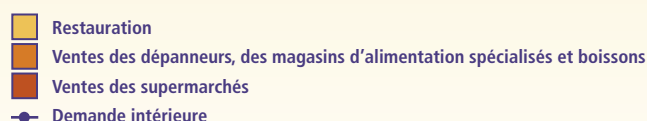
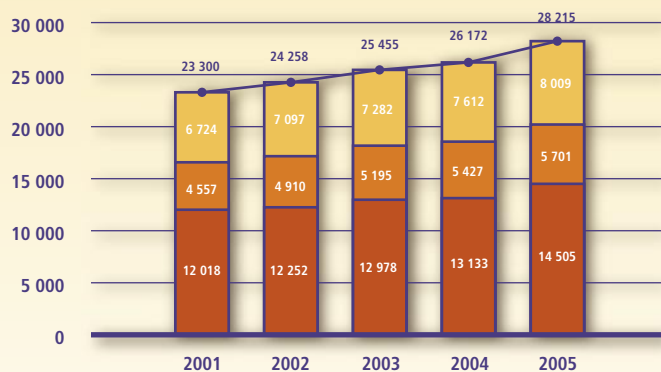
3.1.1 La demande alimentaire intérieure

Forte croissance de la demande alimentaire intérieure grâce, notamment, au grand rebond des ventes des supermarchés

La demande intérieure, aussi bien au Québec que dans le reste du Canada, a connu une croissance importante en 2005 par rapport à 2004. En effet, la demande alimentaire intérieure au Québec se chiffrait à 28,2 G\$, soit 7 % de plus qu'en 2004, affichant ainsi la plus forte augmentation des cinq dernières années. Comparativement, la demande alimentaire intérieure a progressé de 3,1 % en Ontario et de 4,5 % dans l'ensemble du Canada.

Que ce soit au Québec ou dans le reste du Canada, la plus forte augmentation est observée dans les ventes des supermarchés. Au Québec, les ventes des supermarchés ont progressé de 10,5 % pour s'établir à 14,5 G\$, tandis que la restauration a affiché une croissance de 5,2 %, soit un chiffre d'affaires de 8 G\$. Comme nous le verrons dans la partie qui traite de la distribution au détail, la forte croissance des ventes des supermarchés s'explique par plusieurs facteurs, dont une part de plus en plus importante des produits non alimentaires.

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE ALIMENTAIRE INTÉRIEURE AU QUÉBEC, 2001-2005 (EN MILLION DE \$)



Sources : Statistique Canada et MAPAQ

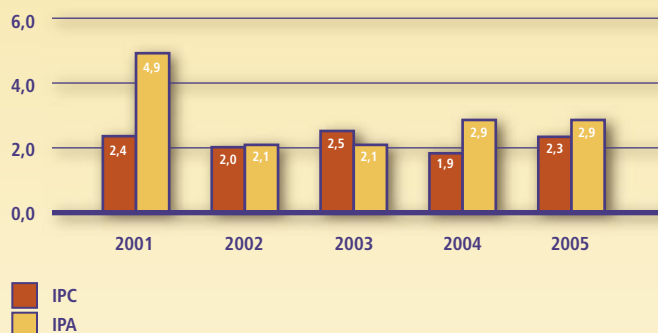
En 2005, les ventes des supermarchés ont progressé respectivement de 4,6 % et 5,6 % en Ontario et au Canada. Dans le cas de la restauration, les accroissements ont été de 1,3 % en Ontario et de 2,8 % au Canada.

3.1.2 Les prix des aliments

Hausse des prix des aliments légèrement supérieure à la moyenne canadienne

Au Québec, l'indice des prix à la consommation (IPC) a progressé de 2,3 % en 2005 tandis que les prix des aliments ont augmenté de 2,9 %. À l'échelle canadienne, l'IPC s'est élevé de 2,2 % par rapport à 2,8 % dans le cas des prix des aliments. Par ailleurs, les prix des repas servis dans les restaurants ont également crû de 2,5 % au Québec, comparativement à 2,9 % au Canada.

CROISSANCE DE L'INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION (IPC) ET DE L'INDICE DES PRIX DES ALIMENTS (IPA), QUÉBEC, 2001-2005 (EN %)



Source : Statistique Canada

Au Québec, les plus fortes augmentations de prix ont été enregistrées dans le secteur des produits laitiers (6,2 %), notamment le lait frais (6,8 %) et les fromages (5,9 %), dans le secteur des viandes traitées (6,4 %) ainsi que dans celui des boissons non alcoolisées (5,2 %). La hausse des prix du lait fait suite à la décision de la Commission canadienne du lait et de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (RMAAQ). En cours d'année, ces deux organismes ont décidé de hausser les prix.

Plusieurs autres catégories importantes d'aliments ont connu une hausse des prix supérieure à celle de l'inflation. C'est notamment le cas des viandes de bœuf et de porc (3 % et 2,9 %), des produits de boulangerie (2,9 %) et des légumes frais (2,5 %). Par contre, de légères baisses ont été observées dans le cas des produits de volaille frais et congelés (1,2 %) ainsi que dans le cas du sucre et des confiseries (1,2 %). Dans le cas des produits de volaille, il y a lieu de croire qu'il s'agit d'un certain retour des prix à la suite d'une hausse importante de 10,7 % du prix du poulet en 2004.

Au Canada, on remarque sensiblement les mêmes tendances de prix dans différentes catégories d'aliments, à une exception près : la très forte hausse du prix des pommes de terre (8,6 %).

3.2 LES MARCHÉS INTERNATIONAUX

3.2.1 Les exportations internationales de produits bioalimentaires

Stabilité des exportations internationales du Québec et diminution dans le reste du Canada.

En 2005, la valeur des exportations internationales de produits bioalimentaires du Québec a atteint 3,8 G\$, soit un niveau équivalent à celui de 2004.

Cette stagnation s'explique entre autres par la diminution des expéditions de certaines marchandises par rapport à l'année 2004, notamment les produits du chocolat (17 %) et les céréales (27 %).

Cependant, dans la même période, les exportations de certains produits ont augmenté, notamment celles des fèves de soya, en hausse de 20 M\$ (19 %), des préparations alimentaires (sauces, soupes, etc.), 16 M\$ (6 %) et des produits de l'érable, près de 11 M\$ (8 %). Toutefois, la croissance la plus marquée concerne les animaux vivants, dont la valeur des exportations internationales est passée de 11 M\$ à 41 M\$, un niveau encore inférieur à celui de 68,8 M\$ atteint en 2002.

Les exportations internationales de l'Ontario ont légèrement diminué de 1,9 % en 2005, tandis que dans les autres provinces canadiennes, les exportations ont fléchi de 3,1 %, ramenant les niveaux à des valeurs respectives de 8,6 G\$ et 18,1 G\$.

L'Ontario, qui assure 28 % des exportations internationales canadiennes de produits bioalimentaires, demeure la principale province exportatrice. Le Québec, qui en assure plus de 12 %, se situe au troisième rang³. Toutefois, le Québec a une proportion plus élevée des exportations de produits transformés (85 %) que l'Ontario (76 %). Les produits du porc, le chocolat, les préparations alimentaires et les poissons et fruits de mer représentent près de 50 % des exportations bioalimentaires québécoises.

³ L'Alberta, qui assure 16 % des exportations canadiennes, est la deuxième province en importance.

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC, 2001-2005

Année	Valeur des exportations annuelles (M\$)				Taux de croissance annuel (%)			
	Québec	Ontario	Autres provinces	Canada	Québec	Ontario	Autres provinces	Canada
2001	3 352,7	7 966,6	19 703,8	31 023,1	13,8	15,7	10,6	12,2
2002	3 596,0	8 444,9	18 768,1	30 809,1	7,3	6,0	-4,7	-0,7
2003	3 636,3	8 476,9	17 073,0	29 186,2	1,1	0,4	-9,0	-5,3
2004	3 809,1	8 744,9	18 664,9	31 218,9	4,8	3,2	9,3	7,0
2005*	3 805,3	8 578,7	18 085,6	30 469,7	-0,1	-1,9	-3,1	-2,4

* Données cumulatives des onze premiers mois de 2005

Sources : -Strategis, statistiques du commerce international
-MAPAQ, Direction des politiques commerciales et intergouvernementales, 2006

3.2.2 Les principales destinations des exportations internationales

Diminution des exportations bioalimentaires vers les États-Unis

La valeur des exportations bioalimentaires du Québec vers les États-Unis a chuté de 200 M\$ (8 %), alors que celle des exportations vers les autres pays a augmenté de plus de 219 M\$ (19 %). Cependant, les États-Unis demeurent la principale destination des produits bioalimentaires québécois, lesquels représentent plus de 63 % des exportations. Parmi les autres marchés d'importance, nous trouvons le Japon, avec près de 14 % des exportations, l'Australie (2,2 %), la Corée du Sud (1,9 %) et de la Chine (1,6 %).

3.2.3 Les marchés émergents

Bonne performance du Québec sur les marchés émergents

Bien que le niveau de ses exportations internationales bioalimentaires soit demeuré relativement stable en 2005, le Québec s'est nettement illustré sur ce qui est couramment appelé les marchés émergents, c'est-à-dire les pays en développement dont l'économie est en croissance rapide. Les pays les plus couramment cités sont le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine.

En effet, le Québec a connu une croissance de 46,4 % de ses exportations bioalimentaires sur ces quatre marchés émergents, pour atteindre 112 M\$, soit une hausse de 35,5 M\$. Ce résultat s'explique essentiellement par la bonne performance de ses ventes en Chine (hausse de 20,3 M\$) et en Russie (hausse de 14,1 M\$).

Cette performance a permis au Québec de dépasser l'Ontario sur ces marchés (26 M\$ de plus). Il faut dire que l'Ontario de même que le reste du Canada ont connu une diminution de leurs exportations bioalimentaires vers ces mêmes marchés.

Précisons toutefois que, tant au Québec qu'en Ontario, les importations provenant du Brésil, de la Chine et de l'Inde demeurent toujours plus élevées que les exportations. En 2005, le déficit commercial relatif à ces pays a été de 342 M\$ au Québec et de 434 M\$ en Ontario.

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS BIOALIMENTAIRES DU QUÉBEC VERS LES MARCHÉS EN ÉMERGENCE, 2000-2005 (EN MILLIERS DE \$)

Marchés émergents	2000	2001	2002	2003	2004	2005*	2005/2004
Brésil	3 864	2 157	2 425	8 407	8 258	9 538	15,5 %
Chine	13 357	11 340	25 837	22 667	45 277	65 606	44,9 %
Inde	464	66	268	420	551	374	-32,2 %
Russie	10 088	30 823	33 968	18 376	22 573	36 682	62,5 %
Total	27 772	44 385	62 498	49 871	76 660	112 201	46,4 %

* Estimation à partir des onze premiers mois de 2005

Sources : Strategis, statistiques du commerce international

04

L'industrie bioalimentaire

Les maillons production et transformation du Québec sont plus présents dans les secteurs liés directement à la production animale. Cette spécialisation fait en sorte que le complexe production-transformation a une marge de manœuvre restreinte au regard des coûts d'approvisionnement en matières premières et qu'il est, bien entendu, plus exposé à la conjoncture des prix du bétail. De son côté, le secteur de la distribution a connu une très forte croissance cette année.

Après avoir présenté la dynamique des flux économiques de l'industrie bioalimentaire, nous présentons, dans le quatrième chapitre, les caractéristiques structurelles du complexe production-transformation (l'offre de produits alimentaires). En joignant ces deux présentations, le lecteur sera en mesure de mettre en perspective les résultats présentés dans la deuxième section du présent chapitre intitulée La chaîne de valeur (les résultats de l'année pour l'industrie bioalimentaire) et de saisir les différences et les particularités concernant l'industrie québécoise.

4.1 LE COMPLEXE INDUSTRIEL PRODUCTION-TRANSFORMATION

4.1.1 La production agricole

Au Québec, le secteur agricole est orienté davantage vers la production animale.

Le secteur agricole québécois est particulièrement présent dans la production du bétail, laquelle génère près de 73 % des 5,5 G\$ de recettes agricoles de marché en 2005. En termes d'importance de ces recettes, les principales productions au Québec sont respectivement le lait (34 %), le porc (19 %), la volaille et les œufs (11 %), alors que dans le cas des cultures, les revenus des secteurs des fruits et légumes et de celui des grains⁴ représentent 9 % et 8 % respectivement.

Cependant, en Ontario, la production agricole est plus diversifiée qu'au Québec; 55 % de la production concerne le secteur animal et 45 %, celui des cultures. Les types de production les plus importants sont le lait (19 %), le porc (12 %) et les grains (16 %), alors que les fruits et légumes, la floriculture et les pépinières représentent chacun 12 % des revenus du marché.

Dans les autres provinces canadiennes, les recettes agricoles de marché sont réparties comme suit : le secteur du bétail affiche 52,5 % comparativement à 47,5 % pour celui des cultures. Le secteur des grains génère près de 32 % des recettes, celui des bovins et veaux, 27 % et de celui du porc, 10 %.

Les dépenses en matières premières sont plus importantes dans les secteurs de production animale.

En 2005, les dépenses d'exploitation agricole, après remises, représentaient 78 % des recettes monétaires du Québec, tandis que dans le reste du Canada (incluant l'Ontario), cette proportion s'élevait à 83 %.

Les principaux postes de dépenses au Québec incluent les aliments commerciaux, qui représentent plus de 21 % des dépenses brutes d'exploitation, les salaires, 15 %, les frais d'intérêts, 10 %, les dépenses relatives à la machinerie, 10,5 % et les fertilisants et pesticides, 7 %.

⁴ Comprend les céréales, les oléagineux, les légumineuses et les autres grains.

PART DES PRODUCTIONS DANS LES RECETTES DU MARCHÉ POUR LE QUÉBEC, L'ONTARIO ET LES AUTRES PROVINCES, 2005

Type de production	Québec	Ontario	Autres provinces
Céréales et oléagineux	8 %	16 %	32 %
Fruits et légumes	9 %	12 %	8 %
Horticulture ornementale	5 %	12 %	4 %
Acériculture	3 %	0 %	0 %
Autres cultures et bétail	2 %	6 %	5 %
Bovins et veaux	9 %	12 %	27 %
Porc	19 %	12 %	10 %
Lait	34 %	19 %	8 %
Aviculture	11 %	11 %	6 %

Sources : Statistique Canada et MAPAQ

IMPORTANCE DES DÉPENSES EN MATIÈRES PREMIÈRES, SELON LES SECTEURS DE PRODUCTION AGRICOLE, 2005

Secteurs de production	Québec	Ontario	Autres provinces
Céréales et oléagineux	27 %	28 %	33 %
Fruits et légumes	16 %	19 %	22 %
Serres et pépinières	21 %	22 %	24 %
Bovins	56 %	67 %	62 %
Lait	23 %	24 %	30 %
Porc	61 %	59 %	62 %
Volaille et œufs	58 %	52 %	59 %
Autres cultures et bétail	44 %	66 %	41 %

Sources : Statistique Canada et MAPAQ

Dans le reste du Canada, les dépenses relatives aux aliments commerciaux ne représentent que 12 % des dépenses brutes d'exploitation alors que les salaires en représentent 13 %, les frais d'intérêts, 7 %, les fertilisants et pesticides, 15,7 % et les dépenses relatives à la machinerie, 14,5 %.

Du point de vue sectoriel, l'importance des différents postes de dépenses diffère d'un secteur à l'autre. Les matières premières, les fertilisants et les aliments pour animaux occupent une grande part des dépenses du secteur animal, notamment ceux du porc, de l'aviculture et des bovins, qui grugent une part importante des revenus d'exploitation, soit respectivement 61 %, 58 % et 56 %.

Toutefois, comme la production agricole québécoise est davantage axée sur le secteur animal, sa marge de manœuvre en matière de coûts d'approvisionnement est plus restreinte et, par le fait même, elle est plus sensible aux variations de prix de ces intrants.

4.1.2 La transformation alimentaire

Au Québec, les activités de transformation alimentaire sont très liées à la production agricole, d'où la part importante des matières premières dans les dépenses.

La transformation alimentaire québécoise est principalement orientée vers des secteurs directement liés à la production animale. Les industries de la fabrication de produits laitiers, de produits de viande et d'aliments pour animaux représentent près de 53 % de la valeur des livraisons manufacturières, lesquelles totalisent 19,6 G\$. En Ontario, ces secteurs ne représentent que 37 % de la valeur des livraisons manufacturières, lesquelles totalisent 32,4 G \$.

Or, dans les secteurs liés étroitement à la production animale, les dépenses en matières premières et fournitures (essentiellement composées de biens alimentaires) représentent une part très importante des dépenses.

Au Québec, cela se traduit par une très forte proportion des ventes qui doivent servir uniquement à payer les dépenses reliées aux matières premières. Ainsi, dans l'industrie de la fabrication de produits de la viande, 73 % des ventes y sont consacrées, comparativement à 74 % dans celle de la fabrication de produits laitiers et 78 % dans celle de la fabrication d'aliments pour animaux.

RÉPARTITION DES LIVRAISONS, PAR SECTEUR, 2005

Secteurs d'activités en transformation alimentaire	Québec	Ontario	Autres provinces
Fabrication d'aliments pour animaux	7,0 %	4,7 %	5,8 %
Mouture de céréales et de graines oléagineuses	x	9,6 %	x
Fabrication de sucre et de confiseries	4,6 %	8,5 %	1,9 %
Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires	5,5 %	9,9 %	8,7 %
Fabrication de produits laitiers	23,4 %	13,1 %	12,6 %
Fabrication de produits de viande	22,3 %	19,5 %	31,7 %
Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	x	0,4 %	x
Boulangeries et fabrication de tortillas	8,9 %	9,5 %	3,9 %
Fabrication d'autres aliments	5,5 %	8,1 %	4,5 %
Fabrication de boissons	x	x	x
Fabrication du tabac	x	x	x

Source : Statistique Canada

Cette situation rend ces secteurs vulnérables en ce qui a trait à leur coût d'approvisionnement et limite par le fait même leur marge de manœuvre relative à la marge brute.

En ce qui concerne les dépenses en salaires à la production, trois secteurs sont plus sensibles à une variation de coût de la rémunération. Il s'agit des secteurs de la fabrication de produits de viande (10 %), de la mise en conserve de fruits et légumes (11 %) et particulièrement celui des boulangeries et fabrication de tortillas, dont 17 % des ventes servent à payer les salaires à la production.

Du côté de l'Ontario, l'industrie de la transformation alimentaire est beaucoup plus diversifiée et moins dépendante du coût des approvisionnements en matières premières. Ainsi, cinq grands secteurs, assurant 46 % des livraisons manufacturières ontariennes, ont des dépenses en matières premières variant de 48 % à 61 % de la valeur des livraisons.

Concernant l'ensemble des autres provinces canadiennes, les constats sont les mêmes qu'au Québec, tant au regard de la spécialisation qu'à celui des frais reliés aux matières premières. Toutefois, certaines nuances devraient être apportées concernant chacune des provinces qui composent le reste du Canada, étant donné leurs particularités respectives.

IMPORTANCE DU COÛT DES MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES, PAR SECTEUR, 2003

Secteurs d'activités en transformation alimentaire	Québec	Ontario	Autres provinces
Fabrication d'aliments pour animaux	77,5 %	69,9 %	72,3 %
Mouture de céréales et de graines oléagineuses	x	61,4 %	x
Fabrication de sucre et de confiseries	57,1 %	48,0 %	49,5 %
Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires	63,0 %	53,9 %	52,9 %
Fabrication de produits laitiers	73,5 %	75,7 %	77,1 %
Fabrication de produits de viande	73,1 %	71,1 %	76,5 %
Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	x	64,6 %	x
Boulangeries et fabrication de tortillas	43,6 %	48,1 %	45,6 %
Fabrication d'autres aliments	52,9 %	58,6 %	47,2 %
Fabrication de boissons	x	x	x
Fabrication du tabac	x	x	x

Source : Statistique Canada

4.2 LA CHAÎNE DE VALEUR

4.2.1 La distribution

Davantage de diversification, de consolidation et d'acquisitions

Le secteur canadien de la distribution alimentaire a été particulièrement actif en 2005. En même temps que s'élargissaient, voire s'accéléraient, les perspectives de concurrence entre les grands acteurs de ce maillon, un mouvement de consolidation, notamment dans les centres de distribution, s'est opéré.

Croissance des ventes au Québec

Au Québec, le secteur de la distribution alimentaire affiche une croissance de 8,9 % en 2005 par rapport à 2004. Il s'agit d'une performance supérieure à celle de 3,9 % observée en Ontario et à celle de 5,2 % dans le cas du Canada dans son ensemble.

La forte expansion des ventes dans les supermarchés, laquelle peut surprendre, s'explique de plusieurs façons :

- Premièrement, elle survient après une année 2004 dont la croissance, hors inflation, des ventes des supermarchés a été anormalement faible, ce qui laisse supposer un effet de récupération dans les chiffres d'affaires de 2005.

- Deuxièmement, la présence de produits non alimentaires, par exemple les meubles et l'électronique, qui prennent de plus en plus de place dans les supermarchés, explique aussi une partie de la croissance des ventes. D'ailleurs, une certaine reconfiguration dans les magasins en est la preuve. En effet, l'accroissement de la taille des établissements se fait surtout dans les magasins de rabais et les magasins-entrepôts (Maxi et Maxi & Cie), dont une part importante des marchandises est non alimentaire. Cette stratégie permet aux épiciers de diversifier les sources de revenus et de prendre des parts de marché aux distributeurs de marchandises générales qui, eux aussi, font de plus en plus d'incursions dans le secteur alimentaire.

- Enfin, la présence plus forte des produits frais (relativement plus chers) dans les magasins Metro Plus et IGA Extra y serait pour quelque chose.

Les acquisitions

Le fait marquant dans le domaine de la distribution alimentaire canadienne a sans nul doute été l'acquisition de A&P Canada par METRO. En effet, le distributeur québécois, après des mois de rumeurs, a finalement confirmé l'achat, le 15 août 2005, de toutes les actions ordinaires émises et en circulation de la filiale canadienne de The Great Atlantic & Pacific Tea Company of Canada (GAP Canada). Cette acquisition du 2^e détaillant alimentaire dans

ÉVOLUTION DES VENTES DE LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE AU QUÉBEC, EN ONTARIO ET AU CANADA, 2004 ET 2005 (EN MILLION DE \$)

	2004	2005	Variation 2005/2004
QUÉBEC			
Distribution alimentaire	18 560	20 206	8,9 %
Supermarchés	13 133	14 505	10,4 %
Dépanneurs et magasins d'alimentation spécialisés	3 403	3 560	4,6 %
Magasins de bière, de vin et de spiritueux	2 024	2 141	5,8 %
Ensemble des groupes de commerces	78 518	83 888	6,8 %
ONTARIO			
Distribution alimentaire	29 368	30 515	3,9 %
Ensemble des groupes de commerces	129 086	135 537	5,0 %
CANADA			
Distribution alimentaire	82 358	86 618	5,2 %
Ensemble des groupes de commerces	346 721	369 584	6,6 %

Source : Statistique Canada

le marché stratégique de l'Ontario, dont la part de marché représente 21 %, assure à METRO une présence solide sur les deux plus importants marchés canadiens. METRO, dont les ventes atteignent plus de 11 G\$, détient dorénavant 12 % de l'ensemble du marché des produits d'épicerie⁵ au Canada.

Sobeys a aussi élargi son réseau de distribution grâce à ses acquisitions. En effet, en plus d'avoir ouvert six boutiques NATRIGA, Sobeys a fait l'acquisition des sept magasins d'épicerie santé Rachele-Béry, ce qui lui a notamment permis de diversifier son offre dans l'épicerie santé au Québec.

La consolidation des centres de distribution

La consolidation des activités a principalement touché les centres de distribution. Soulignons d'abord que Provigo a inauguré, à Québec, son nouveau centre de distribution multithermique à la fine pointe de la technologie. Son ouverture a permis de distribuer, à partir de Québec, plusieurs catégories de produits qui, auparavant, provenaient du centre de distribution de Boucherville. Parallèlement, l'entreprise a annoncé son intention de fermer six centres de distribution, dont deux sont situés au Québec, soit à Victoriaville et à Boucherville. Cette mesure entraînera la perte de 1 400 emplois, dont 140 au Québec.

Pour sa part, METRO a fermé son entrepôt de Mont-Joli dont elle a transféré les activités à son entrepôt de Saint-Jean-Port-Joli.

L'élargissement de la concurrence se poursuit et même s'accélère.

Le développement continu et rapide de concurrents non traditionnels, et plus particulièrement de Wal-Mart, continue toujours de préoccuper les grands distributeurs alimentaires; il demeure au centre de leur stratégie d'affaires.

Wal-Mart prévoit faire une percée majeure dans le secteur alimentaire canadien en introduisant le concept de Supercenter au Canada. Le grand distributeur américain prévoit ouvrir, d'ici la fin de 2007,

trois supercentres en Ontario. Certains croient d'ailleurs que ces supercentres pourraient remplacer les Sam's Club qui ont connu un succès plutôt mitigé jusqu'à présent. Un supercentre Wal-Mart est un magasin d'une superficie moyenne de près de 190 000 pi², soit une fois et demie la superficie moyenne des magasins traditionnels, qui est de 120 000 pi².

Le grand distributeur canadien Loblaw a d'ailleurs commencé à repositionner ses magasins. Après la forte expansion de sa superficie marchande au Québec, Loblaw investit surtout dans le réaménagement des magasins de ses deux autres grandes enseignes : Maxi et Provigo. De ce fait, Provigo a ouvert son troisième Club Entrepôt Provigo à Longueuil, après Laval et Lasalle. Par ce concept, qui connaît un bon succès dans l'Ouest canadien, l'entreprise vise principalement une clientèle commerciale, tout en étant ouvert au public. On y trouve tous les avantages d'un magasin-entrepôt en plus d'une excellente offre de produits frais, d'épicerie, de santé-beauté et de marchandises générales. Le magasin de Longueuil remplace un entrepôt Presto de type comptant sans livraison. Le Club Entrepôt Provigo concurrence directement Costco, qui vient d'ouvrir son 16^e magasin à Boucherville.

Les deux autres grands distributeurs, METRO et Sobeys-IGA, ont continué leur stratégie en mettant l'accent sur les produits frais. Ce faisant, METRO a converti plusieurs magasins Metro en Metro Plus, tandis que Sobeys a élargi une dizaine de magasins IGA en IGA Extra.

⁵ Les produits d'épicerie comprennent non seulement des aliments, mais aussi des produits non alimentaires vendus dans les magasins d'alimentation lorsque la valeur de leurs ventes dépasse un seuil prédéterminé. Ces derniers représentent près de 25 % des ventes totales.

LES VENTES DES TROIS PRINCIPAUX DISTRIBUTEURS ALIMENTAIRES AU CANADA EN 2004

	MÉTRO et A&P	Loblaw	Sobeys	TOTAL
Ventes (G\$)	10,5	26,7	12,2	49,4
Nombre de magasins	580	1 580	1 310	3 470
Part du marché canadien (%)	12	32	13	57
Part du marché québécois (%)	23	30	22	75
Part du marché ontarien (%)	21	41	12	74

Source : Statistique Canada

4.2.2 La transformation

Les livraisons manufacturières au Québec ont légèrement diminué. La baisse des prix et la hausse du dollar canadien pourraient expliquer ce résultat.

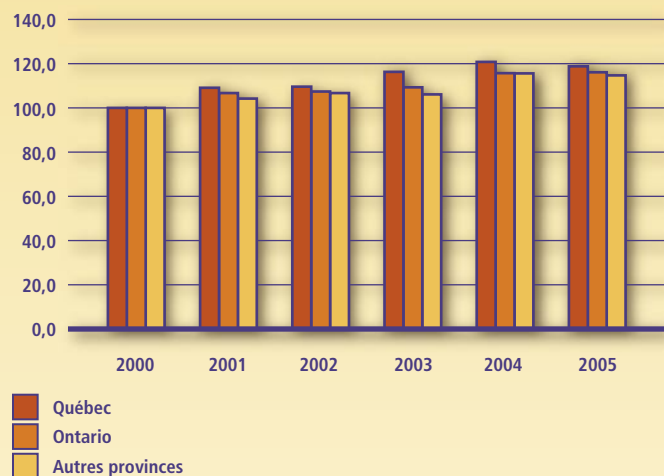
La valeur des livraisons québécoises de l'industrie des aliments, boissons et tabac est estimée à 19,5 G\$ en 2005, affichant une légère baisse de 1,6 % par rapport à 2004. De son côté, l'ensemble du secteur manufacturier a connu une bonne augmentation de la valeur de ses livraisons, soit 4,4 %⁶. La part de l'industrie de la transformation alimentaire dans l'ensemble du secteur manufacturier a légèrement diminué en 2005, s'établissant à 13,6 %, comparativement à 14,4 % en 2004.

Plusieurs secteurs de l'industrie québécoise de la transformation alimentaire ont enregistré une hausse de la valeur de leurs livraisons. Il s'agit notamment des secteurs de la fabrication des produits laitiers (10,9 %), des boulangeries et fabrication de tortillas (7,1 %), surtout due à la bonne performance du sous-secteur fabrication de pain et de produits de boulangerie qui a connu une croissance de 10,1 %) et de mise en conserve de fruits et légumes (2,8 %). Cependant, le secteur de la fabrication d'aliments pour animaux et celui de la fabrication de produits de viande, qui représentent près de 30 % de la valeur des livraisons, ont connu des baisses respectives de 10,3 % et 7,1 %. Plusieurs raisons expliquent cette situation. Évidemment la chute des prix de ces deux secteurs, soit des baisses respectives de 9 % et 6 %, explique en bonne partie ces résultats. Soulignons également que le problème accentué du circovirus porcin

(environ 300 000 porcs morts) de même que le changement de grille de classement des porcs destinés à l'abattage⁷ ont touché particulièrement l'industrie porcine en 2005. De plus, l'appréciation du dollar canadien a eu certainement un impact important sur la baisse des ventes à destination des États-Unis, notamment dans l'industrie porcine où l'on enregistre une diminution de près de 90 M\$ en 2005.

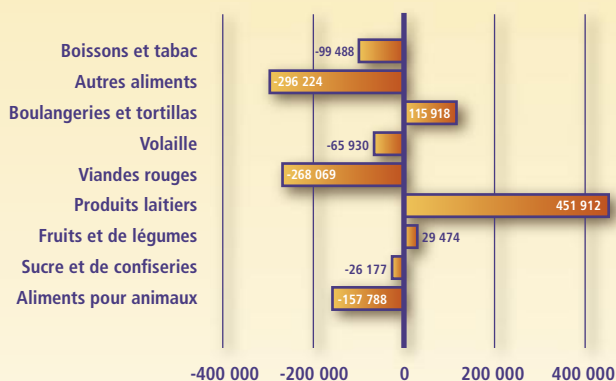
Au cours des cinq dernières années (2001-2005), la valeur des livraisons de l'industrie des aliments, boissons et tabac a progressé un peu plus rapidement au Québec (3,6 %) qu'en Ontario (3 %) et dans les autres provinces canadiennes (2,8 %). Le résultat est cependant différent pour l'année 2005 par rapport à 2004. L'Ontario a connu une légère croissance de la valeur de ses livraisons (0,3 %), alors que le Québec et le reste du Canada connaissaient une baisse de 1,6 % et 0,8 % respectivement.

ÉVOLUTION DES LIVRAISONS D'ALIMENTS, BOISSONS ET TABAC AU QUÉBEC, EN ONTARIO ET DANS LES AUTRES PROVINCES, 2000-2005



Sources : Statistique Canada et MAPAQ

VARIATION DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES EN 2005 (EN MILLIERS DE \$)



Sources : Statistique Canada et MAPAQ

⁶ En valeur réelle, les livraisons québécoises de l'industrie des aliments, boissons et tabac ont légèrement augmenté de 0,1 %. La baisse des prix de plusieurs secteurs alimentaires pourrait expliquer ce résultat. Concernant l'ensemble manufacturier, la hausse réelle est de 2,9 %.

⁷ Le changement de grille de classement des porcs plus lourds a provoqué un retard circonstanciel de quelques semaines dans la vente de porcs destinés à l'abattage.

Il est important de souligner que depuis trois ans, le Québec a vu diminuer légèrement la part de ses livraisons sur le marché intérieur canadien, qui sont passées de 27,8 % en 2003 à 26,6 % en 2005. L'Ontario et les autres provinces canadiennes ont vu augmenter leur part respectivement de 41,8 % et 30,4 % en 2003 à 42,2 % et 31,2 % en 2005. Il faut dire que les secteurs de la transformation de la viande (viande rouge et volaille) et de la fabrication des boissons et des produits du tabac ont connu une bonne croissance dans ces deux régions, notamment dans les autres provinces canadiennes où des taux de croissance annuels de 8,8 % et 4,6 % respectivement ont été observés depuis trois ans.

4.2.3 Le secteur agricole

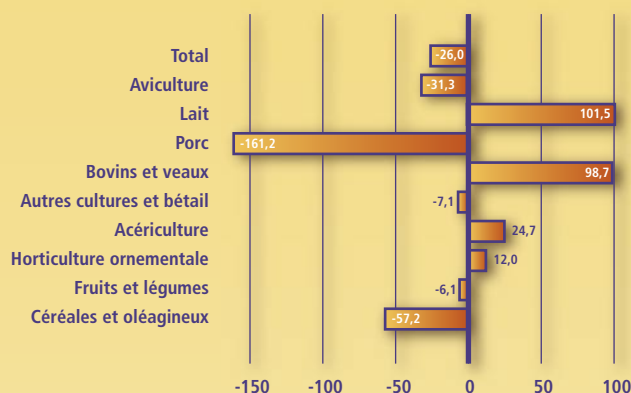
Les recettes monétaires au Québec sont légèrement à la baisse.

En 2005, au Québec, les recettes monétaires totales ont affiché une légère baisse de 1,7 % pour s'établir à 6,2 G\$. Ce résultat s'explique en partie par la baisse de prix s'appliquant à 40 % de la production agricole. En Ontario, les recettes monétaires ont connu une croissance de 5,1 %, atteignant ainsi 9 G\$. Dans les autres provinces canadiennes, on observe une certaine stabilité (faible hausse de 0,4 %), soit des recettes monétaires de 21,7 G\$.

En 2005, au Québec, après avoir connu une croissance de quatre années consécutives, les recettes provenant des cultures ont diminué de 1,8 % et s'élèvent à 1,44 G\$. Ce résultat s'explique par le recul des recettes dans le secteur des grains, lesquelles ont diminué de 12 %, en raison surtout de la diminution des recettes provenant du maïs (21,6 %), à la suite d'une baisse des prix attribuée à une offre abondante aux États-Unis et l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine. De même, les recettes provenant du secteur des fruits et légumes ont diminué de 3,3 %. Cependant, d'autres types de production ont enregistré des hausses, notamment la pomme de terre (7,4 %), l'horticulture ornementale (4,2 %) et les produits de l'érable (19,5 %).

Dans le secteur du bétail, les recettes sont demeurées au même niveau que celui de l'année dernière, soit 4 G\$. Les recettes provenant du secteur du porc ont connu une baisse marquée de 13,5 % en raison d'une baisse de prix (10 %) et d'un recul de la production de 5 % causé, comme nous l'avons déjà mentionné, par le problème accentué du circovirus porcin de même que par le changement de grille de classement des porcs destinés à l'abattage. Pour leur part, les recettes provenant du secteur de la volaille et des œufs ont reculé de 5,1 %. Par contre, les recettes provenant du secteur des bovins et veaux et de celui du lait ont augmenté respectivement de 25 % et de 5,8 %.

VARIATIONS DES RECETTES DU MARCHÉ PAR TYPE DE PRODUCTION AU QUÉBEC EN 2005 (EN MILLIONS DE \$)



Source : Statistique Canada

En Ontario, les recettes provenant des cultures et du bétail ont augmenté respectivement de 1,4 % et 5,7 %. Dans le cas des cultures, les recettes provenant du secteur des grains ont augmenté de 8,7 %, grâce au soya (32,4 %), de même que les recettes de l'horticulture ornementale (4,2 %). Dans le secteur du bétail, les recettes provenant du secteur du porc ont également reculé (2,8 %), une diminution largement compensée par la hausse des revenus provenant du secteur des bovins et veaux (26,3 %) et de celui du lait (5,8 %).

En ce qui concerne les autres provinces canadiennes, la baisse de 9,8 % des recettes provenant des cultures a été contrebalancée par l'augmentation des recettes provenant du bétail (11,5 %). Le secteur des grains a enregistré une baisse attribuée surtout à la diminution des recettes provenant du blé (20 %) et du canola (12,7 %). Concernant les productions animales, les recettes provenant du secteur du porc ont baissé (7,2 %) alors que les recettes provenant du secteur de la volaille et des œufs ont connu une hausse (7,9 %), tout comme celles du secteur des bovins et veaux (26,2 %).

Au Québec, les dépenses d'exploitation agricoles ont baissé de 3,6 % pour s'établir à plus de 4,8 G\$ en 2005. L'augmentation des dépenses de carburant (13,4 %), d'engrais (9,4 %), de chauffage (9 %) et de salaires (2,5 %) ont été contrebalancées par une réduction importante de 15 % du coût des aliments destinés aux animaux, surtout en raison des bas prix des céréales fourragères, et aussi par la forte baisse des primes d'assurance-stabilisation qui ont chuté de plus de la moitié par rapport à l'année précédente.

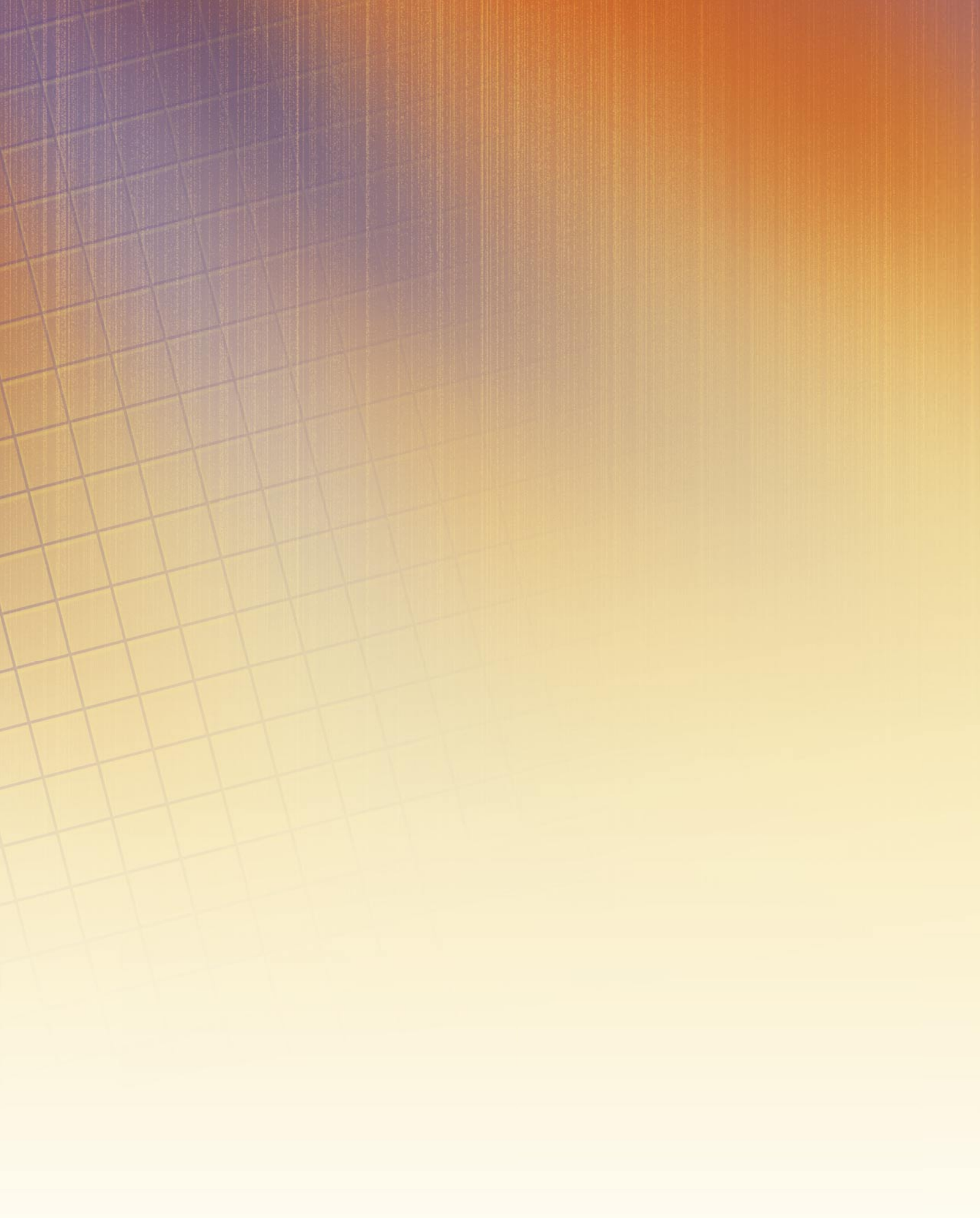
En ce qui concerne le reste du Canada (y compris l'Ontario), les dépenses d'exploitation ont connu une légère hausse de 1,7 % pour atteindre 25,4 G\$. En effet, la hausse des prix des intrants, surtout ceux du carburant pour la machinerie (22,3 %), de l'achat du bétail (16,5 %) et des engrais (6,7 %) de même que la hausse des frais d'intérêts (4,1 %) ont eu un impact en dépit de la baisse des coûts des aliments commerciaux (14,4 %).

Le revenu net total estimé au Québec s'élève à 722 M\$ en 2005, ce qui correspond à une baisse de 16,7 % par rapport à l'année précédente⁸. Par contre, il correspond à une croissance de 4,8 % par rapport à la moyenne quinquennale (2000-2004) qui se situe à 689 M\$. À titre de comparaison, mentionnons que le revenu net total en Ontario a atteint 366 M\$, en baisse de 13,6 % alors que celui du reste du Canada a chuté de 21 % pour s'établir à un peu plus de 2 G\$.

De façon plus globale, le revenu familial total du secteur agricole⁹ québécois est estimé, pour l'année 2005, à 1,04 G\$, en baisse de 10,5 % par rapport à l'année précédente. Ce revenu, qui représente la somme des bénéfices des sociétés, des revenus des exploitations non constituées et des salaires familiaux, a toutefois enregistré une croissance de 6,2 % par rapport à la moyenne quinquennale (2000-2004), qui se situe à 948 M\$.

⁸ Il est important de mentionner que le revenu net total fait référence à la valeur de la production de l'année en cours, tandis que les recettes monétaires font référence aux ventes de l'année, peu importe que la production ait été réalisée durant l'année précédente.

⁹ Le concept du revenu familial réduit le biais qui résulte de l'évolution du statut juridique des exploitations agricoles dans le calcul du revenu net en tenant compte de l'ensemble des revenus des exploitants et de leur famille tirés de l'activité agricole.



05

Performance de l'industrie bioalimentaire

En termes d'investissement, de PIB et d'emploi, le secteur tertiaire a été, en 2005, le maillon ayant procuré le plus de retombées économiques. Au chapitre de l'efficacité économique, le complexe production-transformation affiche une plus faible valorisation des intrants alimentaires, mais montre une croissance de sa productivité équivalente sinon meilleure à celle du reste du Canada.

Après avoir exposé, dans les chapitres précédents, les caractéristiques, les différentes composantes et les résultats de l'industrie bioalimentaire québécoise, nous présentons, dans la présente section, la performance de l'industrie sous deux aspects : le premier, en termes de retombées économiques et le second, en termes d'efficacité économique. Les retombées économiques sont analysées selon les trois variables les plus couramment utilisées, soit les investissements, le PIB et l'emploi. L'efficacité économique est analysée sous quatre angles, soit la capacité de créer de la richesse à partir d'intrants agricoles et alimentaires (efficacité dans l'utilisation des intrants), la croissance de la productivité du travail, la capacité de générer des ventes à partir des investissements (ventes par dollar investi) et la capacité de dégager une marge bénéficiaire (la rentabilité du secteur).

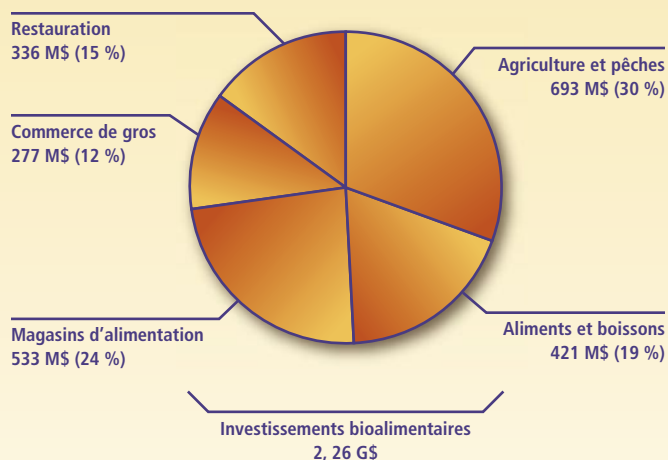
5.1 RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DE L'INDUSTRIE

5.1.1 Les investissements

Immobilisations bioalimentaires : bonne performance en 2005

Selon les dernières données disponibles sur les investissements, les immobilisations de l'ensemble de l'industrie bioalimentaire du Québec totalisent 2,26 G\$ en 2005. Ce niveau est attribuable aux secteurs de l'agriculture et des pêches (30,7 %), de la transformation des aliments et des boissons (18,6 %), du commerce de gros (12,3 %), des magasins d'alimentation (23,6 %) et de la restauration (14,5 %).

RÉPARTITION SECTORIELLE DES IMMOBILISATIONS BIOALIMENTAIRES AU QUÉBEC, 2005



Source : Statistique Canada

Par rapport à l'année 2004, les immobilisations bioalimentaires du Québec ont augmenté de 140 G\$ en 2005, soit une croissance de 6,7 %. Ce résultat est essentiellement dû à la performance des magasins d'alimentation et de la restauration qui ont respectivement investi 54 M\$ et 59 M\$ de plus, ce qui représente des hausses respectives de 11 % et 21 % en 2005. Il faut souligner également qu'après deux années de diminution du niveau d'investissement, la performance de 2005 permet de surpasser de 150 M\$ le niveau moyen des cinq précédentes années¹⁰.

À l'échelle canadienne, la part du Québec reste constante.

La part du Québec dans l'ensemble des immobilisations bioalimentaires du Canada demeure stable. Elle s'établit à 21 %, soit le même niveau que la moyenne des cinq années précédentes. En 2005, le secteur agricole québécois a effectué 17 % des immobilisations agricoles au Canada. Dans le secteur de la transformation alimentaire, le ratio Québec/Canada s'établit à 19 %, soit une baisse de cinq points par rapport à la moyenne des cinq années précédentes. Ce ratio se situe à 22,1 % dans le cas du commerce de détail en alimentation, à 28,9 % dans celui du secteur du commerce de gros et à 26,1 % dans celui du secteur de la restauration.

¹⁰ Les données sur les investissements sont très variables et sont très souvent sujettes à révision. C'est la raison pour laquelle il vaut mieux considérer plusieurs années plutôt qu'une seule.

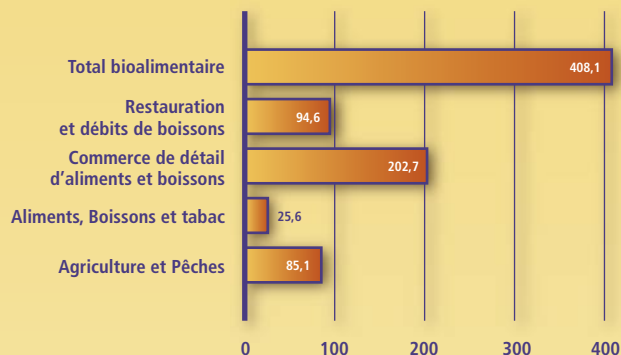
5.1.2 Le produit intérieur brut (PIB)

Grâce à une croissance exceptionnelle des secteurs de la distribution alimentaire et de la restauration, le PIB de l'industrie bioalimentaire québécoise a connu une meilleure performance que celle de l'ensemble de l'économie.

L'estimation du PIB bioalimentaire réel est de 14,7 G\$ en 2005, soit une augmentation de 2,9 %, une meilleure performance que les 2,3 % de croissance pour l'ensemble de l'économie. Ce résultat dépend en bonne partie de la performance du secteur tertiaire où les secteurs du commerce de détail et de la restauration ont connu respectivement une croissance de 6,4 % et 2,7 %, responsables à eux seuls de près de 75 % de la croissance du PIB bioalimentaire.

À l'échelle canadienne, l'industrie bioalimentaire québécoise a connu une meilleure croissance en 2005 que celle du reste du Canada, dont le PIB n'a augmenté que de 1,1 %. Contrairement au Québec, les secteurs du commerce de détail et de la restauration n'ont pas connu autant de succès dans le reste du Canada.

VARIATION DU PIB BIOALIMENTAIRE AU QUÉBEC, 2005 (EN MILLIONS DE \$)



Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et MAPAQ

ÉVOLUTION DU PIB, QUÉBEC ET LE RESTE DU CANADA (EN MILLIONS DE DOLLARS)

	Québec				Reste du Canada			
	2003	2004	2005	Variation 2005/2004	2003	2004	2005	Variation 2005/2004
Agriculture et Pêches	2 462,0	2 523,1	2 608,2	3,4 %	12 678,0	13 297,9	13 481,0	1,4 %
Aliments, Boissons et tabac	5 054,3	5 078,5	5 104,1	0,5 %	16 078,7	16 832,5	17 127,9	1,8 %
Commerce de détail d'aliments et boissons	3 140,4	3 170,4	3 373,1	6,4 %	10 431,8	10 897,9	11 086,7	1,7 %
Restauration et débits de boissons	3 457,2	3 505,2	3 599,8	2,7 %	12 064,8	12 261,8	12 158,9	-0,8 %
Total bioalimentaire	14 113,9	14 277,2	14 685,3	2,9 %	51 253,3	53 290,1	53 854,4	1,1 %
Ensemble de l'économie	213 943,5	219 193,6	224 155,4	2,3 %	795 001,5	821 585,4	847 433,5	3,1 %

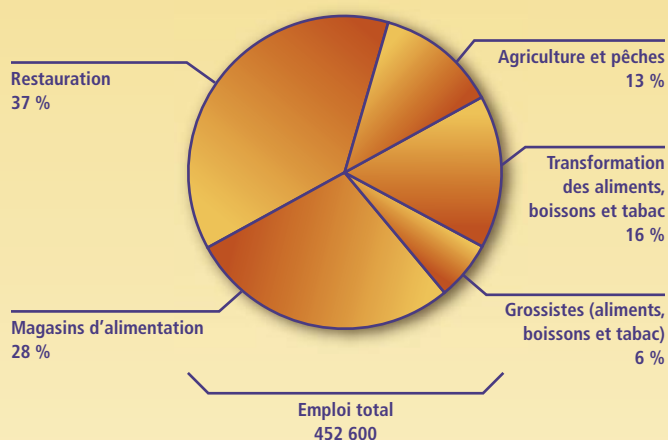
Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et MAPAQ

5.1.3 L'emploi

Grâce à une croissance de l'emploi de 1,9 %, l'industrie bioalimentaire québécoise a connu une meilleure performance que celle du reste du Canada.

En 2005, le nombre total d'emplois dans l'industrie bioalimentaire a augmenté de quelque 8 500 nouveaux emplois, pour atteindre un peu plus de 452 600, ce qui représente une hausse de 1,9 %, comparativement à une hausse de 0,9 % pour l'ensemble de l'économie. En comparaison, l'emploi du secteur bioalimentaire a connu une hausse de 1,1 % en Ontario et de 0,3 % au Canada.

RÉPARTITION DE L'EMPLOI BIOALIMENTAIRE (INCLUANT LE TABAC) AU QUÉBEC, 2005



Sources : Statistique Canada et MAPAQ

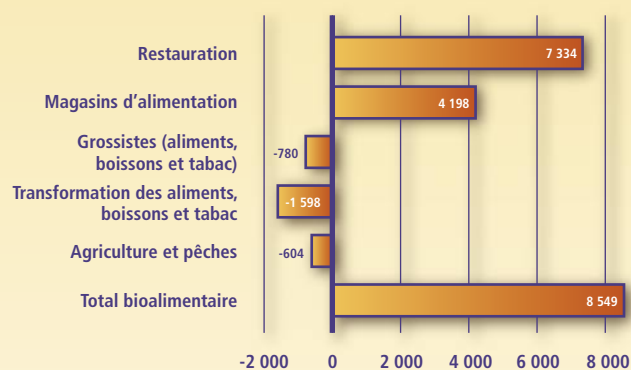
L'emploi, dans les secteurs de la restauration et des magasins d'alimentation, a augmenté de 4,5 % (pour un total de 168 700 emplois) et 3,4 % (127 000 emplois) respectivement au Québec, tandis que le secteur de la transformation a subi une diminution de 2,2 % (pour un total de près de 72 000 emplois). Le nombre d'emplois dans le secteur du commerce de gros de produits alimentaires a baissé de 2,8 %, soit une perte de 780 emplois au cours de 2005, notamment à cause de la rationalisation des réseaux d'entrepôts, de la mécanisation et de l'informatisation des processus. Le secteur agricole a, quant à lui, perdu près de 604 emplois (selon les chiffres d'emplois agricoles basés sur une moyenne mobile de cinq ans)¹¹. Près de 56 000 personnes occupaient un emploi en agriculture en 2005. En comparaison, l'Ontario a enregistré une baisse de travailleurs dans le secteur agricole

et de la transformation alimentaire de l'ordre de 2 %, tandis que les hausses d'effectifs sont observées principalement dans les secteurs du commerce de détail en alimentation (4,8 %), de la restauration (1,6 %) et du commerce de gros en alimentation (0,5 %).

La bonne performance du secteur de la restauration proviendrait en partie du fait que le Québec a connu un été exceptionnel l'an dernier, ce qui a accru la demande de services dans ce secteur. De plus, la grande diversité de services offerts (mets préparés, etc.) et des produits non alimentaires des établissements d'alimentation expliquent sans doute la constante demande d'emplois dans ces commerces d'alimentation.

Dans les secteurs de la transformation et du commerce de gros en alimentation, un certain nombre d'événements ont influencé le portrait de l'emploi. Parmi ces événements, soulignons qu'Olymel et Brochu ont procédé à une importante rationalisation de leurs activités en 2005, ce qui a entraîné la fermeture de plusieurs de leurs usines et, par conséquent, la perte de plusieurs centaines d'emplois. De plus, la fermeture de deux centres de distribution de Loblaw au Québec a poussé près de 140 travailleurs au chômage. Il faut toutefois souligner le fait qu'il y a, depuis quelques années, une sérieuse rationalisation dans le secteur des boissons, ce qui expliquerait la diminution constante des emplois dans ce secteur.

CROISSANCE DE L'EMPLOI BIOALIMENTAIRE (INCLUANT LE TABAC) AU QUÉBEC, 2005



Sources : Statistique Canada et MAPAQ

¹¹ Dorénavant, les données concernant l'emploi du secteur agricole correspondent à la moyenne mobile de cinq ans des données brutes de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada. Une telle démarche se justifie par la très grande volatilité des statistiques issues de cette enquête concernant ce secteur. Les données historiques d'emploi pour le secteur agricole et, par conséquent, sur l'emploi pour l'industrie bioalimentaire ont été révisées jusqu'en 1992.

5.2 INDICATEURS D'EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE DE L'INDUSTRIE

5.2.1 Efficacité dans l'utilisation des intrants agricoles et alimentaires

Le Québec valorise moins ses intrants agricoles et alimentaires que le reste du Canada.

Puisque les achats d'intrants agricoles et alimentaires constituent une part importante des dépenses totales dans l'industrie bioalimentaire¹², il est essentiel, dans une analyse de performance économique, d'évaluer l'efficacité économique de l'utilisation de ces intrants dans la fabrication de biens alimentaires, à savoir la capacité de créer de la richesse à partir de ces intrants.

Ainsi, l'indicateur *valeur ajoutée (VA) par dollar d'achat d'intrant agricole et alimentaire (AI)* permet d'évaluer la capacité de créer de la richesse pour l'économie, chaque fois qu'un dollar d'intrant agricole et alimentaire est utilisé¹³.

En combinant la production et la transformation, cet indicateur reflète la capacité du complexe production-transformation à générer de la valeur ajoutée à partir de ses intrants agricoles et alimentaires. Cet indicateur se résume par :

$$\frac{(VA_{transformation} + VA_{production})}{(AI_{transformation} + AI_{production})}$$

Au Québec, pour chaque dollar d'achat d'intrant agricole et alimentaire par le complexe production-transformation, 0,75 \$ est créé en valeur ajoutée¹⁴. Dans le reste du Canada, ce ratio s'élève à 0,87 \$.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cet écart. À première vue, le reste du Canada semble valoriser davantage son utilisation des intrants agricoles et alimentaires. Toutefois, il faut préciser que ce résultat dépend en bonne partie de trois facteurs soit le prix d'achat des intrants agricoles et alimentaires, la taille des entreprises et les secteurs dans lesquels le complexe production-transformation évolue. Au Québec, le complexe production-transformation évolue dans des secteurs reliés à la production animale. Or, ces secteurs procurent relativement moins de valeur ajoutée que des secteurs comme ceux de la boulangerie et des fruits et légumes. À titre indicatif, mentionnons que dans l'ensemble du Canada, on remarque que les secteurs de l'alimentation animale, des produits laitiers et de la fabrication de produits de viande procurent en moyenne moins de valeur ajoutée (0,20 \$ pour chaque dollar de ventes) que le secteur des fruits et légumes (0,39 \$) et le secteur de la fabrication de pain et produits de boulangerie (0,44 \$).

5.2.2 La productivité du travail

Au Québec, le complexe production-transformation affiche une bonne croissance de la productivité du travail.

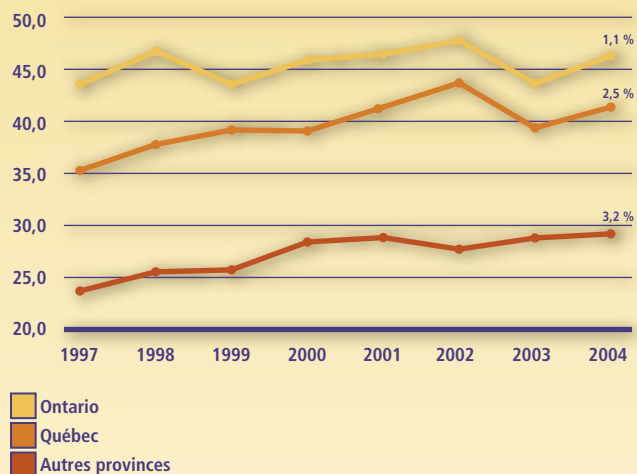
La croissance de la productivité¹⁵ (CP_H) constitue l'un des facteurs importants favorisant le développement et la compétitivité d'une industrie.

$$CP_H = \frac{\frac{(VA_{année\ 2004})}{(HT_{année\ 2004})} - \frac{(VA_{année\ 2003})}{(HT_{année\ 2003})}}{\frac{(VA_{année\ 2003})}{(HT_{année\ 2003})}}$$

où HT : heures travaillées

La capacité de produire de façon plus efficace repose sur de nombreuses assises, dont les investissements et l'amélioration technologique¹⁶.

ÉVOLUTION DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL DU COMPLEXE PRODUCTION-TRANSFORMATION (EN \$ CONSTANT PAR HEURE TRAVAILLÉE)



Sources : Statistique Canada et MAPAQ

¹² Au Québec, cette part se situe autour de 35 % dans le cas du maillon agricole et de 46 % dans le cas du maillon de la transformation.

¹³ Cet indicateur (valeur ajoutée/intrants) est différent de la valorisation du dollar agricole qui parcourt le chemin de la transformation, tel que nous l'avons mentionné dans le chapitre 2. Il permet d'évaluer l'efficacité de l'ensemble des activités générées à partir d'intrants, et ce, peu importe la destination de la vente (exportation, vente au maillon en aval, vente directe aux consommateurs).

¹⁴ Ici, ce n'est pas la capacité du complexe production-transformation à valoriser un dollar de production agricole qui est analysée, mais bien la capacité de générer de la valeur ajoutée par ce complexe, chaque fois qu'un dollar d'intrant agricole et alimentaire est utilisé.

¹⁵ Les spécialistes utilisent très souvent la valeur ajoutée réelle par heure travaillée comme mesure de productivité.

¹⁶ À défaut de mesures de productivité globale d'une industrie, les spécialistes utilisent souvent une mesure partielle de la productivité, soit la productivité du travail, laquelle constitue un bon indice de la productivité globale (ou multifactorielle).

Ainsi, la productivité du complexe production-transformation québécois a connu une progression soutenue au cours des dernières années. En effet, entre 1997 et 2004, sa productivité a augmenté en moyenne de 2,5 % par année au Québec. C'est un résultat plus élevé qu'en Ontario (1,1 %), mais les autres provinces canadiennes affichent une croissance plus rapide, soit 3,2 %¹⁷.

Au Québec, on observe une croissance soutenue de la productivité du travail de la production agricole et, malgré un ralentissement des dernières années, le secteur de la transformation affiche une meilleure croissance que celle de l'Ontario.

Dans le **secteur agricole**, depuis 1997, le Québec affiche une croissance annuelle de sa productivité de 2,7 %, soit une aussi bonne performance que celle de l'Ontario (2,8 %). Par contre, la productivité du travail dans les autres provinces canadiennes augmente plus fortement (4,6 %).

Dans le **secteur de la fabrication des aliments**, la croissance de la productivité du travail entre 1997 et 2004 s'établit à 2,3 % au Québec, comparativement à 1,8 % en Ontario et à moins de 1 % dans les autres provinces canadiennes. Soulignons toutefois que, partout au Canada, on observe un ralentissement en fin de période (2000-2004), bien que le Québec soit moins touché.

Du côté de la **fabrication de boissons et des produits du tabac**, le Québec fait également bonne figure. Précisons toutefois que les données sur ce secteur reflètent en partie la rationalisation dans le secteur des boissons et la situation particulière de l'industrie du tabac, qui est aux prises depuis quelques années avec des difficultés de croissance.

¹⁷ Soulignons que le niveau de valeur ajoutée par heure travaillée diffère d'une région canadienne à l'autre. Cela peut s'expliquer par des écarts entre la taille des établissements, les différences structurelles ou le degré de finition des produits fabriqués (plus forte valeur ajoutée). Dans le cadre de cette section, l'analyse porte davantage sur la croissance de la productivité.

CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DE TRAVAIL PAR SECTEUR AU QUÉBEC, EN ONTARIO ET DANS LES AUTRES PROVINCES

	Québec		Ontario		Autres provinces	
	1997-2004	2000-2004	1997-2004	2000-2004	1997-2004	2000-2004
Agriculture	2,7 %	3,3 %	2,8 %	0,2 %	4,6 %	3,6 %
Fabrication des aliments	2,3 %	1,1 %	1,8 %	0,0 %	0,9 %	-2,0 %
Fabrication de boissons et tabac	1,7 %	-2,1 %	-1,6 %	-2,6 %	3,0 %	-2,3 %

Sources : Statistique Canada et MAPAQ

5.2.3 Les ventes par dollar investi

Au Québec, la capacité de générer des ventes à partir des investissements est en croissance.

Le ratio des revenus d'exploitation sur les investissements fait référence à la capacité d'une entreprise à générer des revenus d'exploitation à partir des sommes dépensées annuellement pour acquérir du capital physique nécessaire à la production (immeubles, machines et matériel).

Au Québec, tant en agriculture qu'en transformation alimentaire et en distribution, ce ratio est en progression entre 2001 et 2005, pour atteindre, voire surpasser, celui du reste du Canada. Ainsi, en agriculture, chaque dollar investi au Québec procure 9,30 \$ de ventes, soit 1,30 \$ de plus qu'au cours de la période 2001-2003. En ce qui a trait au secteur de la transformation alimentaire, ce ratio passe de 36,10 \$ à 47,90 \$. Cette forte progression repose toutefois en partie sur un certain ralentissement des dépenses en immobilisation dès 2002 qui, conjugué à une bonne croissance de la valeur des livraisons manufacturières, peut vraisemblablement mener à surévaluer le ratio ventes/investissements. Enfin, les magasins d'alimentation ont connu une bonne performance, surpassant légèrement celle de l'ensemble du Canada en 2003-2005.

5.2.4 La rentabilité du secteur¹⁸

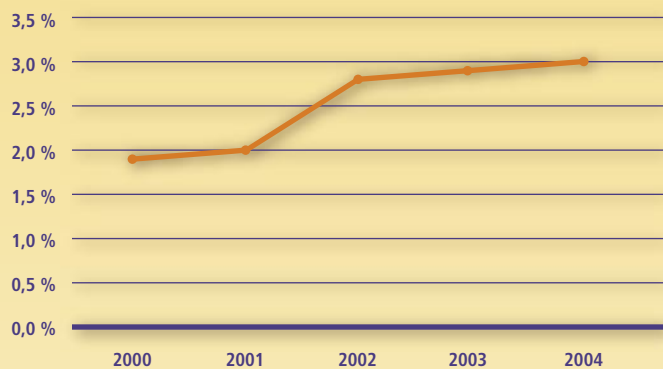
La rentabilité de l'industrie bioalimentaire évolue favorablement au Québec.

Selon les données disponibles sur les trois grandes chaînes canadiennes de distribution évoluant au Québec, la rentabilité dans le **secteur de la distribution alimentaire** est en progression. Cette évolution semble indiquer que certaines stratégies adoptées par les détaillants ont porté fruit.

Au cours des dernières années, les entreprises du secteur ont procédé à la modernisation des magasins et des équipements et

ont optimisé leur système d'approvisionnement. De plus, des fusions et des acquisitions leur ont permis d'augmenter considérablement leur taille, favorisant le regroupement d'achats afin de réduire les coûts. L'étendue de leur espace d'approvisionnement s'est d'ailleurs accrue à leur avantage, grâce à la mondialisation des marchés. De plus, la mise en marché des produits de marques privées (ou marque du distributeur) leur ont permis d'obtenir des marges plus intéressantes. Enfin, les détaillants ont offert des produits alimentaires plus élaborés (à plus grande valeur ajoutée) et accordent une place de plus en plus grande aux articles non alimentaires.

MARGE BÉNÉFICIAIRE NETTE DES GRANDES CHÂÎNES CANADIENNES OPÉRANT AU QUÉBEC, 2000-2004



Sources : Rapports annuels (Loblaw-Provigo, Métro, Sobeys-IGA), diverses années

Dans le secteur de la **transformation des aliments au Québec**, la marge brute¹⁹ évolue autour d'une moyenne de 23 % entre 2000 et 2003. L'Ontario présente des taux plus élevés, soit 27 %,

¹⁸ Les statistiques disponibles ne permettent pas de présenter le même indicateur d'un maillon à l'autre.

¹⁹ Les données concernant la marge bénéficiaire du secteur de la transformation ne sont pas disponibles. Seule la marge brute (les revenus moins les coûts de fabrication) peut être estimée.

REVENUS D'EXPLOITATION PAR DOLLAR INVESTI PAR SECTEUR (EN \$ DE VENTE PAR \$ INVESTI)

	Québec			Reste du Canada		
	2001-2003	2002-2004	2003-2005	2001-2003	2002-2004	2003-2005
Agriculture	8,0	8,3	9,3	8,7	8,9	9,2
Transformation	36,1	39,0	47,9	36,5	36,3	36,3
Magasins d'alimentation	34,5	38,1	38,6	38,4	38,7	36,8

Sources : Statistique Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada et MAPAQ

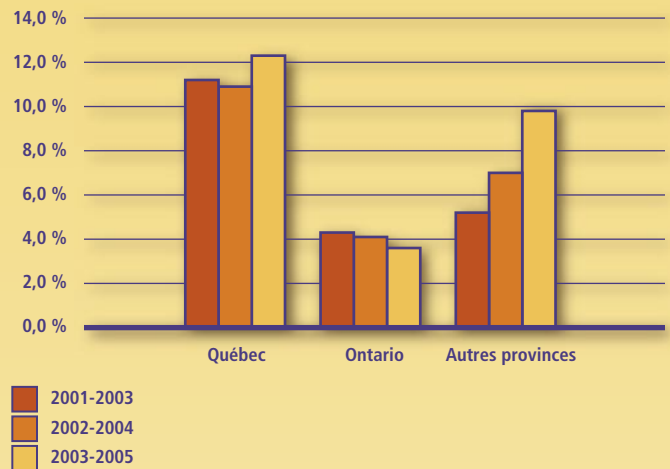
alors que les autres provinces canadiennes demeurent sous la barre des 20 %. Dans le **secteur des boissons et des produits du tabac**, la marge brute demeure plus élevée au Québec qu'ailleurs dans le reste du Canada.

Dans l'ensemble, les transformateurs québécois ont su maintenir leur position par rapport à leurs homologues canadiens. Dans un environnement de plus en plus exigeant, les pressions concurrentielles ont poussé les transformateurs québécois à réduire relativement leurs coûts de fabrication et à améliorer leur productivité. Certains secteurs de la transformation ont saisi l'occasion de développer des marchés à l'extérieur du Canada, notamment les marchés en émergence.

Dans le **secteur agricole**, sur la base de la marge bénéficiaire mesurée par le revenu net sur les recettes monétaires²⁰, le Québec affiche des résultats se situant en moyenne à 12 %, comparativement à 4 % en Ontario et à 7 % dans les autres provinces canadiennes.

En règle générale, la rentabilité du secteur agricole repose sur plusieurs éléments, dont les paiements directs. Entre 2001 et 2005, les paiements directs au Québec représentent en moyenne 12 % des recettes monétaires, alors que cette proportion atteint 8 % en Ontario et près de 14 % dans les autres provinces canadiennes. Autre phénomène qui a sûrement favorisé la rentabilité au Québec : la croissance de la productivité du secteur agricole, notamment depuis 2000, où l'on observe une croissance annuelle de 3,3 % de la productivité du travail en moyenne.

ÉVOLUTION DE LA MARGE BÉNÉFICIAIRE DU SECTEUR AGRICOLE, 2001-2005



Sources : Statistique Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada et MAPAQ

Certaines stratégies peuvent également influencer sur la rentabilité. Au Québec, citons par exemple les efforts soutenus en investissement, la croissance très rapide de la taille des fermes jumelée à la croissance d'entreprises incorporées. Soulignons également l'existence de mécanismes tels que la mise en marché collective et la gestion de l'offre qui facilitent la détermination des prix pour les agriculteurs.

²⁰ Rappelons que le revenu net comprend la rémunération de l'exploitant d'une entreprise non constituée en société par actions.

ÉVOLUTION DES MARGES BRUTES, DANS LE SECTEUR DE LA TRANSFORMATION ALIMENTAIRE AU QUÉBEC, EN ONTARIO ET DANS LES AUTRES PROVINCES, 2000-2003

	Aliments				
	2000	2001	2002	2003	2000-2003
Québec	21 %	24 %	24 %	23 %	23 %
Ontario	27 %	28 %	28 %	27 %	27 %
Autres provinces	21 %	19 %	19 %	19 %	19 %

	Boissons et produits du tabac				
	2000	2001	2002	2003	2000-2003
Québec	63 %	60 %	60 %	63 %	61 %
Ontario	57 %	57 %	58 %	60 %	58 %
Autres provinces	47 %	49 %	47 %	53 %	49 %

Sources : Statistique Canada et MAPAQ

06

Conclusion

6.1 L'ESSENTIEL À RETENIR CONCERNANT 2005

L'année 2005 se caractérise par une très bonne performance du secteur tertiaire québécois, soit les secteurs du commerce de détail en alimentation et de la restauration. Ce maillon a connu une croissance de son PIB réel de 4,5 %, de l'emploi de 4 % et des investissements de 15 %. Le secteur a été, en 2005, la locomotive de l'industrie bioalimentaire.

Du côté de la fabrication de produits alimentaires (la production et la transformation), l'année 2005 a été plus modérée. Les recettes monétaires et la valeur des livraisons manufacturières ont diminué respectivement de 1,7 % et 1,6 %. Il faut dire que la baisse des prix du maïs (22 %), du porc (10 %), de la volaille (1 %) et des œufs (10 %) pourrait expliquer en bonne partie la diminution des recettes monétaires. De même, la baisse des prix des produits de certains secteurs de transformation, dont la fabrication d'aliments pour animaux (9 %) et la fabrication de produits de viande (6 %) pourraient expliquer la diminution des livraisons manufacturières.

Toutefois, il faut souligner la bonne performance du complexe production-transformation à dénicher des marchés en expansion. Si les exportations à destination des États-Unis ont diminué, celles vers les pays en émergence ont largement augmenté (46 %), une performance supérieure à celles de l'Ontario et des autres provinces canadiennes.

6.2 LE POSITIONNEMENT DE L'INDUSTRIE

L'industrie bioalimentaire québécoise évolue dans une économie très ouverte sur les marchés internationaux et interprovinciaux. Une bonne partie du commerce extérieur au Québec se fait avec le reste du Canada. Il est bon de rappeler que 53 % du flux économique²¹ est expédié à l'extérieur du Québec, dont 30 % vers les autres provinces canadiennes. Également, les achats alimentaires de l'industrie québécoise proviennent en bonne partie des importations internationales et interprovinciales. Plus de 45 % des achats alimentaires du réseau de détail et HRI proviennent de l'extérieur du Québec, dont 27 % des autres provinces canadiennes. Pour leur part, les transformateurs importent l'équivalent de 30 % de leurs achats et les producteurs, 18 %.

L'industrie bioalimentaire québécoise se caractérise aussi par un lien très fort entre sa production et sa transformation. Toutefois, elle procure une valeur ajoutée par dollar d'intrant relativement moins grande que celle du reste du Canada. Pour chaque dollar d'intrant agricole et alimentaire, le complexe production-transformation québécois génère 0,75 \$ de valeur ajoutée, comparativement à 0,87 \$ dans le reste du Canada.

Enfin, le complexe production-transformation de l'industrie bioalimentaire québécoise est très peu diversifié. Environ 53 % des livraisons manufacturières et 73 % de la production agricole sont liées au secteur animal, comparativement à 37 % et 55 % dans le cas de l'Ontario. Il ne faut pas oublier qu'en plus d'avoir des déboursés très élevés en coûts de matières premières, le secteur animal procure en général moins de valeur ajoutée par dollar de ventes que d'autres secteurs.

Ainsi, puisque le Québec évolue dans un marché très ouvert, l'industrie bioalimentaire québécoise doit viser constamment une amélioration de sa compétitivité pour être en mesure, à tout le moins, de garder ses parts de marchés de façon rentable et durable.

Voilà pourquoi, bien que le complexe production-transformation québécois montre une croissance de sa productivité relativement meilleure que celle de l'Ontario, il doit continuer de viser une amélioration de son efficacité économique. Cette amélioration doit-elle passer par une plus grande diversification ou par une plus grande valorisation de ses intrants agricoles et alimentaires?

Il ne faut surtout pas oublier que l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine forcera certainement l'industrie à être encore plus efficace, notamment le complexe production-transformation, et constituera vraisemblablement un élément important dans la détermination de la croissance de l'industrie bioalimentaire du Québec.

²¹ La somme des ventes des producteurs et des transformateurs sans double comptage.

Annexe

TABLEAU 1 - A
RECETTES ET DÉPENSES AGRICOLES AU QUÉBEC, 2003 À 2005

Produits	2003	2004	2005	Variation 2005/2004 (%)
Lait	1 676 551	1 745 718	1 847 225	5,8
Porc	933 082	1 191 391	1 030 220	-13,5
Bœuf	232 945	220 615	286 738	30,0
Veau	161 620	175 361	207 950	18,6
Poulet et poule	421 428	447 776	427 355	-4,6
Dindon	54 877	58 122	54 993	-5,4
Couvoirs	7 926	9 422	9 523	1,1
Œufs	101 985	102 632	94 780	-7,7
Mouton et agneau	22 526	21 175	20 820	-1,7
Miel	4 859	4 846	4 890	0,9
Autre bétail	34 282	36 506	35 167	-3,7
Total bétail et produits animaux	3 652 081	4 013 564	4 019 661	0,2
Maïs	300 437	331 647	259 913	-21,6
Blé	16 171	14 353	14 052	-2,1
Orge	25 547	16 058	12 989	-19,1
Avoine	16 240	14 510	12 327	-15,0
Soya	114 944	97 401	120 770	24,0
Canola	5 849	8 075	3 569	-55,8
Pommes de terre	85 564	94 651	101 631	7,4
Légumes	284 651	304 952	292 711	-4,0
Pommes	31 594	26 898	28 594	6,3
Total, autres fruits	64 343	80 268	77 728	-3,2
Fleurs et pépinières	228 143	238 634	249 701	4,6
Tabac	9 672	2 891	2 413	-16,5
Autres cultures	71 494	75 852	78 490	3,5
Produits forestiers	40 768	41 054	41 672	1,5
Produits de l'érable	134 306	126 972	151 673	19,5
Total cultures	1 429 723	1 474 216	1 448 233	-1,8
Recettes provenant du marché	5 081 804	5 487 780	5 467 894	-0,4
Paiements gouvernementaux	875 221	834 808	749 341	-10,2
Total des recettes monétaires	5 957 025	6 322 588	6 217 235	-1,7
Moins les dépenses d'exploitation après remises	4 868 143	5 040 042	4 857 823*	-3,6
Revenu net comptant	1 088 882	1 282 546	1 359 412*	6,0
Plus le revenu en nature	43 574	44 479	45 043*	1,3
Moins les frais d'amortissement	603 470	582 318	600 634*	3,1
Revenu net réalisé	528 986	744 707	803 821*	7,9
Plus la valeur de la variation des stocks	106 331	122 343	-81 338*	—
Revenu net total	635 317	867 050	722 483*	-16,7

* Prévisions

Sources : Statistique Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada et MAPAQ

TABLEAU 1 - B
RECETTES ET DÉPENSES AGRICOLES EN ONTARIO, 2003 À 2005

Produits	2003	2004	2005	Variation 2005/2004 (%)
Lait	1 470 377	1 500 464	1 587 190	5,8
Porc	863 110	1 051 741	1 022 592	-2,8
Bœuf	786 394	688 540	905 831	31,6
Veau	82 610	68 354	50 212	-26,5
Poulet et poule	496 942	531 108	526 197	-0,9
Dindon	117 839	126 180	121 559	-3,7
Couvoirs	11 464	13 878	11 949	-13,9
Œufs	207 779	221 952	207 560	-6,5
Mouton et agneau	38 573	33 677	48 525	44,1
Miel	19 382	15 929	14 010	-12,0
Autre bétail	70 163	75 144	76 784	2,2
Total bétail et produits animaux	4 164 633	4 326 967	4 572 409	5,7
Maïs	440 693	436 179	377 385	-13,5
Blé	302 706	191 693	172 554	-6,9
Orge	10 603	9 156	6 732	-26,5
Avoine	7 102	5 715	5 501	-3,7
Seigle	6 830	7 320	6 195	-15,4
Soya	607 913	505 308	669 134	32,4
Canola	12 777	11 337	5 475	-51,7
Pommes de terre	81 475	87 407	64 111	-26,7
Légumes	757 367	775 157	785 223	1,3
Pommes	55 390	49 066	50 057	2,0
Total, autres fruits	110 238	129 844	95 985	-26,1
Fleurs et pépinières	935 759	944 853	984 112	4,2
Tabac	212 584	221 359	187 036	-15,5
Autres cultures	160 572	164 458	178 607	4,6
Produits forestiers	18 757	18 886	19 172	1,5
Produits de l'érable	10 467	10 645	9 723	-8,7
Total cultures	3 731 233	3 568 383	3 617 002	1,4
Recettes provenant du marché	7 895 866	7 895 350	8 189 411	3,7
Paiements gouvernementaux	585 437	674 393	820 403	21,7
Total des recettes monétaires	8 481 303	8 569 743	9 009 814	5,1
Moins les dépenses d'exploitation après remises	7 317 409	7 440 616	7 508 075*	0,9
Revenu net comptant	1 163 894	1 129 127	1 501 739*	33,0
Plus le revenu en nature	39 307	42 475	43 674*	2,8
Moins les frais d'amortissement	1 102 884	1 075 040	1 112 857*	3,5
Revenu net réalisé	100 317	96 562	432 556*	348,0
Plus la valeur de la variation des stocks	78 906	327 146	-66 429*	—
Revenu net total	179 223	423 708	366 127*	-13,6

* Prévisions

Sources : Statistique Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada et MAPAQ

TABLEAU 1 - C
RECETTES ET DÉPENSES AGRICOLES DANS LE RESTE DU CANADA, 2003 À 2005

Produits	2003	2004	2005	Variation 2005/2004 (%)
Lait	1 333 851	1 352 353	1 401 551	3,6
Porc	1 600 753	2 017 674	1 872 112	-7,2
Bœuf	3 530 331	3 586 506	4 472 761	24,7
Veau	347 765	330 013	472 781	43,3
Poulet et poule	606 044	598 822	661 373	10,4
Dindon	87 941	83 336	94 800	13,8
Couvoirs	18 025	20 353	17 392	-14,5
Œufs	256 269	241 357	244 855	1,4
Mouton et agneau	39 755	30 574	42 661	39,5
Miel	134 371	113 858	105 607	-7,2
Autre bétail	395 190	436 549	439 306	0,6
Total bétail et produits animaux	8 350 295	8 811 395	9 825 199	11,5
Maïs	45 555	29 669	9 900	-66,6
Blé	2 207 516	2 811 655	2 255 529	-19,8
Orge	400 707	539 784	400 617	-28,5
Recettes différées	-661 351	-690 925	-409 194	-40,8
Remboursements différés	661 597	678 290	653 960	-3,6
Avoine	221 161	210 741	235 590	11,8
Seigle	5 610	21 537	7 641	-64,5
Lin	192 160	198 714	166 052	-16,4
Soya	35 488	17 872	8 675	-51,5
Canola	1 872 053	2 118 330	1 849 647	-12,7
Pommes de terre	679 338	708 217	627 482	-11,4
Légumes	471 479	502 164	500 068	-0,4
Pommes	66 722	68 391	57 240	-16,3
Total, autres fruits	224 187	232 832	242 201	4,0
Fleurs et pépinières	738 446	744 747	803 199	7,8
Tabac	0	0	0	0,0
Autres cultures	1 054 096	1 197 190	1 055 308	-12,4
Produits forestiers	47 465	47 804	48 518	1,5
Produits de l'érable	8 203	9 071	9 190	1,3
Total cultures	8 270 432	9 446 083	8 521 623	-9,8
Recettes provenant du marché	16 620 727	18 257 478	18 346 822	0,5
Paiements gouvernementaux	3 300 939	3 371 479	3 362 758	-0,3
Total des recettes monétaires	19 921 666	21 628 957	21 709 580	0,4
Moins les dépenses d'exploitation après remises	17 423 085	17 611 537	17 980 804*	2,1
Revenu net comptant	2 498 581	4 017 420	3 728 776*	-7,2
Plus le revenu en nature	47 375	52 544	54 582*	3,9
Moins les frais d'amortissement	2 847 759	2 833 609	2 856 349*	0,8
Revenu net réalisé	-301 803	1 236 355	927 009*	-25,0
Plus la valeur de la variation des stocks	2 225 460	1 304 090	1 081 413*	-17,1
Revenu net total	1 923 657	2 540 445	2 008 422*	-20,9

* Prévisions

Sources : Statistique Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada et MAPAQ

